

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

**Arrimage des concertations locales dans
sept domaines du développement social
2009-2010**

Territoire de la Table de développement social
de LaSalle

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

**Arrimage des concertations locales dans
sept domaines du développement social
2009-2010**

Territoire de la Table de développement social
de LaSalle

Une publication de la

Direction de santé publique

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

1301, rue Sherbrooke Est

Montréal (Québec) H2L 1M3

Téléphone : 514 528-2400

www.dsp.santemontreal.qc.ca

Responsable du projet

Michel Mongeon, adjoint au directeur de santé publique, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM)

Coordination de la collecte de données et de la réalisation des portraits pour la région de Montréal

Marie-Martine Fortier, conseillère en promotion de la santé, Bureau de direction, Direction de santé publique (ASSSM)

Réalisation du portrait pour le territoire de la Table de développement social de LaSalle

Suzanne Deshaies, agente de planification, de programmation et de recherche au CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent-CAU et Marie-Martine Fortier, conseillère en promotion de la santé, Direction de santé publique (ASSSM), avec la collaboration de Nathalie Gervais, Luc Paradis et Raquel Rivera, organisateurs communautaires au CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle.

Conseillère scientifique

Angèle Bilodeau, chercheure, Direction de santé publique (ASSSM)

©Direction de santé publique

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (2013)

Tous droits réservés

ISBN 978-2-89673-281-4 (ensemble)

ISBN 978-2-89673-284-5 (PDF, vol. 3)

Dépôt légal-Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013

Dépôt légal Bibliothèques et Archives du Canada, 2013

Remerciements

Nous tenons à remercier de façon particulière les personnes qui ont donné généreusement de leur temps lors de différentes rencontres pour valider et compléter les informations :

Nancy Blanchet, directrice générale, Table de développement social de LaSalle
Nathalie Gervais, organisatrice communautaire, CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle
Danielle Mimeault, chef de division, Développement communautaire, arrondissement de LaSalle
Luc Paradis, organisateur communautaire, CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle
Raquel Rivera, organisatrice communautaire, CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle

Nous remercions également les personnes suivantes pour leur participation à différentes étapes du projet :

Outil de collecte de données

Version initiale : Marthe Laurin, agente de planification, de programmation et de recherche, Direction de santé publique (ASSSM). Nous remercions également les représentants des CSSS, des tables de quartier, des partenaires régionaux (Centraide du Grand Montréal, Québec en forme, Ville de Montréal) et les professionnels de la Direction de santé publique qui ont participé à la validation des différentes versions de l'outil de collecte de données.

Inscription ou transmission de données

Nancy Blanchet, directrice générale, Table de développement social de LaSalle
Daniel Chainey, coordonnateur, Comité logement Lachine-LaSalle
Nathalie Gervais, organisatrice communautaire, CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle
Chantal Grandchamp, directrice du territoire de Montréal et Claude Lavoie, agente territoriale, Québec en forme
Joaquina Pires, conseillère en développement communautaire, Ville de Montréal, Entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Contrat de ville 2003-2008)
Raquel Rivera, organisatrice communautaire, CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle

Carte et données populationnelles du territoire

Collectif Quartier : Geneviève Giasson, coordonnatrice et Isabelle Lépine, chargée de projet *Géomatique*, Direction de la diversité sociale, Ville de Montréal

Révision

Louise Hamel, agente de planification, de programmation et de recherche, Bureau de direction, Direction de santé publique (ASSSM)

Catherine Schick, agente d'information, Direction de santé publique (ASSSM)

Mise en page et secrétariat

Gwladys Benito, Cinthia Crispin-Saumure, Isabelle Mazurier, Jodie Ng et Charles Tétrault, Direction de santé publique (ASSSM)

Enfin, nous désirons remercier les membres du Comité régional de planification DSP/CSSS pour la mise à jour des plans locaux et du plan régional de santé publique 2010-2015 pour leur collaboration au développement et à la mise en œuvre du projet.

Mot du directeur

Le développement des communautés, combiné à l'amélioration des politiques publiques, est une stratégie privilégiée pour contrer les inégalités sociales de santé, pierre angulaire du Plan régional de santé publique 2010-2015.

Faisant partie intégrante des plans d'action locaux des CSSS et du plan régional de santé publique, la réalisation des portraits sur les arrimages des concertations locales a pour objectifs de mieux documenter et de mieux comprendre la mise en œuvre de cette stratégie et des mesures de santé publique faisant appel à la mobilisation des communautés. Nous serons en mesure, par la suite, de mieux les soutenir pour qu'elles puissent atteindre leurs objectifs.

Ce portrait porte sur la communauté de LaSalle. Il met en lumière les efforts considérables déployés pour le développement de cette communauté et l'amélioration de la qualité et des conditions de vie de sa population. Malgré la complexité des réseaux locaux, ce portrait permet de prendre conscience de la richesse des collaborations pour les questions de développement social.

Je souhaite que cet outil puisse être utile au CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle et aux instances locales de concertation dans leurs travaux ou leurs analyses sur les arrimages. J'ose espérer qu'il contribuera à une réflexion visant à mieux soutenir le développement des communautés et ainsi lutter contre les inégalités sociales de santé.

Bonne lecture!

Le directeur de santé publique,



Richard Massé, M.D.

Table des matières

REMERCIEMENTS	5
MOT DU DIRECTEUR.....	7
TABLE DES MATIÈRES	8
INTRODUCTION.....	9
PREMIÈRE PARTIE : VUE D'ENSEMBLE DU TERRITOIRE	12
<i>1. Description du territoire</i>	<i>12</i>
<i>2. Vue d'ensemble des instances de concertation de lasalle.....</i>	<i>13</i>
<i>3. Analyse des arrimages du territoire de lasalle</i>	<i>14</i>
DEUXIÈME PARTIE : PORTRAIT DES ARRIMAGES PAR DOMAINE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL.....	20
<i>4. Développement économique : actions collectives et liens dynamiques entre les instances</i>	<i>20</i>
<i>5. Éducation : actions collectives et liens dynamiques entre les instances</i>	<i>23</i>
<i>6. Logement : actions collectives et liens dynamiques entre les instances</i>	<i>26</i>
<i>7. Transport : actions collectives et liens dynamiques entre les instances.....</i>	<i>28</i>
<i>8. Aménagement-environnement : actions collectives et liens dynamiques entre les instances.....</i>	<i>30</i>
<i>9. Sécurité alimentaire : actions collectives et liens dynamiques entre les instances</i>	<i>33</i>
<i>10. Vie communautaire et de quartier : actions collectives et liens dynamiques entre les instances.....</i>	<i>35</i>
CONCLUSION	38
<i>Annexe I : Guide d'accompagnement pour soutenir la réflexion</i>	<i>40</i>
<i>Annexe II : Principales sources d'information.....</i>	<i>41</i>
<i>Annexe III : Tableau-synthèse - perception de la participation des instances de concertation aux domaines du développement social en 2009-2010.....</i>	<i>42</i>
<i>Annexe IV : Tableau-synthèse - perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2009-2010</i>	<i>43</i>
<i>Annexe V : Tableau-synthèse - démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010.....</i>	<i>44</i>
<i>Annexe VI : Lexique</i>	<i>49</i>

Introduction

Ce portrait a été réalisé dans le cadre d'un projet mené par la Direction de santé publique (DSP) de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM) en collaboration avec certains CSSS de la région. Le projet a pour but de soutenir la mise en œuvre des plans d'action locaux (PAL) et du plan régional de santé publique 2010-2015. Il vise à contribuer, entre autres, à la réflexion sur l'arrimage des actions locales réalisées dans le cadre des mesures de santé publique avec les actions planifiées ou déjà en cours dans les milieux, dont celles soutenues par d'autres initiatives de mobilisation des communautés. La démarche pourra aussi favoriser une mise en œuvre des mesures prévues dans le PAL et un soutien aux actions des milieux en cohérence avec le développement des communautés locales.

Ce portrait pourra être utile également au territoire qui désirerait effectuer une réflexion sur les arrimages des concertations. Celui-ci ne prétend pas refléter toute la réalité de la concertation et toute la richesse des actions et des collaborations existantes. Cependant, il peut être conçu comme une première esquisse pouvant être bonifiée par le milieu et révisée périodiquement selon les besoins.

Le portrait couvre le territoire de la table de quartier. Il présente tout d'abord les principales caractéristiques du territoire ainsi qu'une vue d'ensemble des instances de concertation avec leurs liens structuraux. Il identifie par la suite, pour chaque domaine du développement social, les principales actions collectives menées ou celles ayant eu une incidence en 2009-2010, les stratégies de développement social mises en œuvre, les raisons sous-jacentes aux actions ainsi que les liens de collaboration entre les instances. Il fait état également de la perception de la participation des instances au développement de chaque domaine dans le territoire ainsi que des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation. Étant donné le mandat spécifique de la table de quartier en matière de développement social, la table de quartier et les instances qui lui sont structurellement rattachées apparaissent sous la forme ombragée dans les graphiques illustrant les liens structuraux et dynamiques entre les instances de concertation.

Le portrait comporte aussi une analyse globale des arrimages sous trois aspects. Premièrement, **la construction d'une vision partagée** réfère aux actions collectives de planification réalisées et à la contribution des instances. Deuxièmement, **le faire – ensemble** porte sur les instances et leurs actions collectives, l'émergence des actions, le type de contributions visées par les actions et les liens structuraux et dynamiques entre les instances. Troisièmement, l'analyse s'attarde à **la contribution des programmes de financement au développement social dans le territoire**. Pour une meilleure compréhension des termes et concepts utilisés, nous invitons le lecteur à consulter le lexique à l'Annexe VI du document. Il est à noter qu'une version synthèse du portrait est également disponible.

Principaux éléments de méthodologie :

Phase 1 : Élaboration de l'outil de collecte de données

Un premier outil de collecte de données a été élaboré et complété par une professionnelle de la DSP au printemps 2008 dans l'objectif de dresser un portrait des actions locales soutenues par des programmes régionaux (ou mesures de santé publique) faisant appel à la mobilisation des communautés et à l'action intersectorielle. L'objectif initial était de contribuer à la réflexion quant à leur potentiel d'arrimage. L'outil est inspiré du document *Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation* de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local¹ où sont mentionnés les domaines relatifs à l'amélioration de la qualité et des conditions de vie.

L'outil a été présenté à des représentants de cinq CSSS et à cinq coordonnateurs de tables de quartier en août et septembre 2008. La démarche est alors jugée intéressante par les répondants qui demandent toutefois à ce que l'information recueillie à propos des concertations locales et de leurs actions soit plus pointue. L'outil est alors substantiellement modifié pour susciter une collecte plus détaillée, notamment par l'ajout de nouvelles catégories thématiques et par la déclinaison de chacune d'elles en sous-catégories pour en faciliter la complétion. De plus, des sections sont ajoutées pour permettre aux répondants d'apporter une série de précisions sur les sources des données de même que sur les données elles-mêmes, notamment afin de mieux spécifier les actions locales et les liens de collaboration existant entre les différentes instances locales. Cette deuxième version de l'outil est testée, en novembre 2008, auprès de deux organisatrices communautaires de deux CSSS et de trois autres coordonnateurs de tables de quartier n'ayant pas participé à la première validation. Elle est également soumise à différents partenaires, dont la Ville de Montréal, Québec en forme et Centraide du Grand Montréal et à quelques gestionnaires et professionnels de la DSP. D'autres modifications sont effectuées à la suite de ce test.

Phase 2 : Collecte de données

À partir de janvier 2009, l'outil est rempli par les différents répondants, à l'aide des bilans d'activités et des plans d'action des concertations locales et à partir de leur connaissance du milieu. Des portraits pilotes décrivant les actions collectives réalisées dans les territoires de quatre tables de quartier œuvrant sur les territoires de deux CSSS sont effectués. Ces portraits sont présentés aux représentants des CSSS et revus à la suite de leurs commentaires, deux d'entre eux sont validés ensuite auprès des coordonnatrices de tables de quartier.

À la suite de ces projets pilotes et pour les territoires suivants, la collecte de données et le processus de validation sont modifiés de sorte que les informations contenues dans les premières versions de l'outil de collecte de données sont plutôt discutées, bonifiées et validées lors de rencontres regroupant généralement le coordonnateur de la table de quartier, un conseiller en développement social de l'arrondissement et un ou des organisateurs communautaires du CSSS. Ce processus de cueillette de données a nécessité en moyenne six rencontres par territoire.

¹ Ville de Montréal, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Centraide du Grand Montréal et Coalition montréalaise des tables de quartier, *Initiative montréalaise de soutien au développement social local, Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation*, 2006, p. 9.

Les données recueillies ont tout d'abord été analysées selon une méthode inductive et descriptive faisant ressortir les différents concepts et leurs dimensions, tels qu'énoncés par les personnes rencontrées. Les dimensions répétées par plusieurs interlocuteurs ont permis de développer des descripteurs. L'analyse a permis de faire ressortir une trentaine de descripteurs regroupés en trois catégories d'analyse : 1) les caractéristiques des acteurs du développement social local; 2) les caractéristiques des actions collectives développées par ces acteurs; et 3) les liens que ces acteurs entretiennent entre eux. La lecture de l'analyse globale des arrimages pour le territoire de la Table de développement social de LaSalle a été effectuée par Nathalie Gervais et Luc Paradis du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle. Les personnes qui ont collaboré à la démarche de collecte et de validation des données pour le territoire sont mentionnées au début du document.

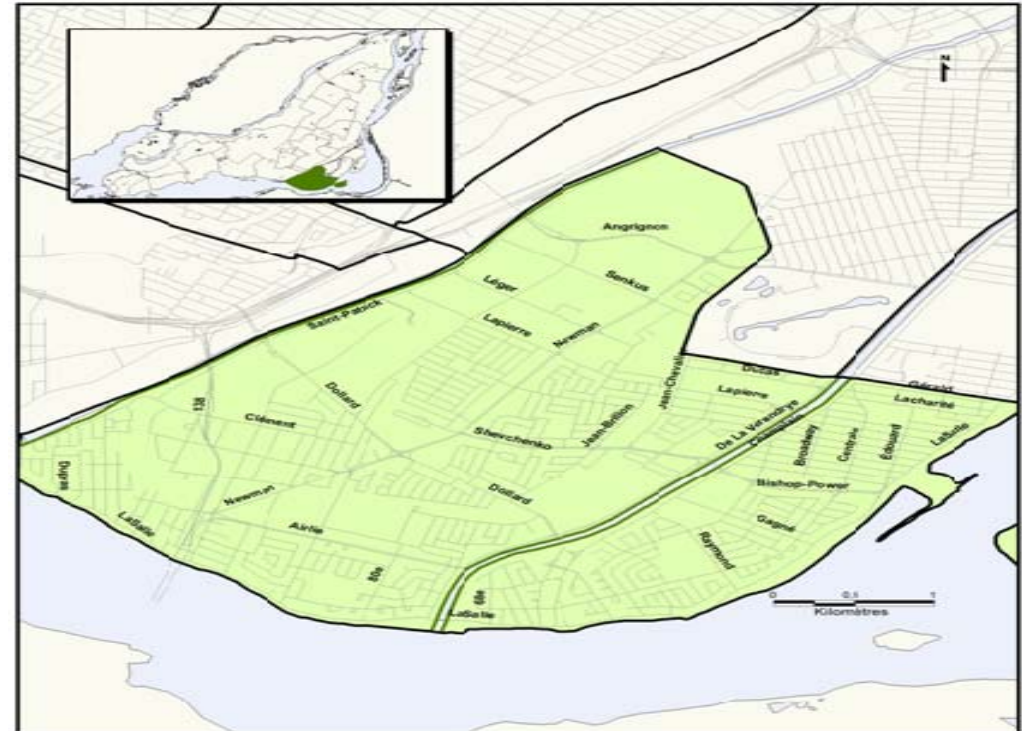
Première partie : vue d'ensemble du territoire

I. Description du territoire

STATISTIQUES DU TERRITOIRE (Source : Outil *Atlas des quartiers*, Collectif Quartier, consulté le 22 mars 2010)

- Population totale : 74 763
- Proportion des personnes de moins de 15 ans : 15 %
- Proportion des personnes de 65 ans et plus : 18 %
- Proportion des familles monoparentales : 22 %
- Proportion de ménages locataires : 60 %
- Proportion de ménages locataires consacrant 30 % et plus du revenu au loyer : 34 %
- Proportion de la population de 24 à 65 ans ayant une scolarité inférieure à la 9^e année : 15 %
- Taux d'emploi de la population de 15 ans et plus : 57,7 %
- Taux de chômage de la population de 15 ans et plus : 8,1 %
- Proportion des personnes avec un revenu inférieur à 10 000\$ par année : 19 %
- Proportion de personnes ayant une citoyenneté autre que canadienne : 8 %
- Proportion de la population dont la langue maternelle est autre que le français ou l'anglais : 30 %
- Proportion d'immigrants (arrivés entre 2001 et 2006) : 20 %

CARTE DU TERRITOIRE:

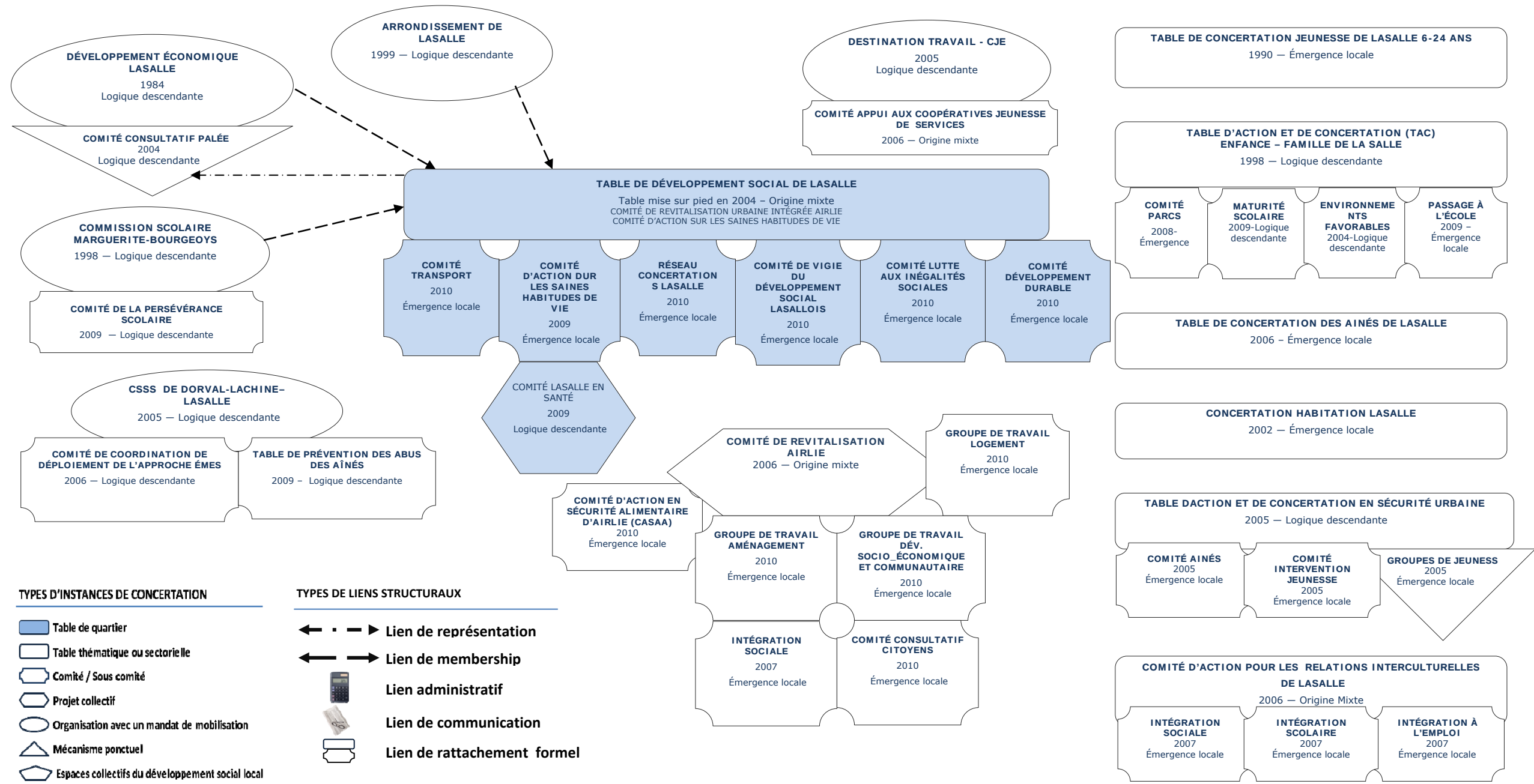


HISTORIQUE ET PARCOURS DU DÉVELOPEPEMENT SOCIAL

Les actions collectives sur des enjeux relatifs à la vie communautaire/vie de quartier ont débuté en 1983. À partir de la fin des années 1990 et début des années 2000, des actions collectives sont réalisées dans plusieurs domaines : sécurité alimentaire (1997), éducation (1999), logement (2001), développement économique (2002) et aménagement/environnement (2003). Le travail collectif autour des enjeux touchant le transport débute quant à lui en 2007.

La Table de développement social (TDS) mise en place en 2004 est la table de quartier de ce territoire. Plusieurs instances de concertation s'y rattachent. Il est en de même pour le Comité de revitalisation Airlie qui est géré par la TDS. Le territoire compte aussi d'autres acteurs importants du développement social local notamment l'arrondissement de LaSalle et le CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle.

2. Vue d'ensemble des instances de concertation de LaSalle



3. Analyse des arrimages du territoire de LaSalle

3.1 Construction d'une vision partagée

3.1.1 La contribution des instances à la planification

La construction d'une vision partagée de l'action collective se fait à travers des opérations de planification (diagnostic et priorisation) pour lesquelles des instances (comités, tables, etc.) sont mobilisées. Selon les répondants, quinze des 41 instances du territoire sont perçues comme ayant réalisé des actions collectives de planification au cours de l'année 2009-2010.

Tableau 1

Instances ayant réalisé des actions collectives en planification selon les domaines du développement social par rapport au nombre d'instances impliquées dans des actions collectives dans le domaine au cours de l'année 2009-2010*			
	Diagnostic seulement	Priorisation seulement	Diagnostic et priorisation
Développement économique (2/4)	0	0	2
Éducation (5/8)	0	2	3
Logement (1/2)	0	0	1
Transport (1/2)	0	0	1
Aménagement-environnement (3/6)	1	1	1
Sécurité alimentaire (0/1)	0	0	0
Vie communautaire et de quartier (6/11)	1	1	4

* Une même instance peut avoir réalisé des actions collectives en diagnostic, en priorisation ou dans les deux types de contributions.

Une même instance peut également avoir réalisé des actions collectives dans un ou plusieurs domaines du développement social. Cela est la raison pour laquelle le total d'instances est supérieur à 15.

3.1.2 Les actions collectives de planification

Près de la moitié (25 sur 56) des actions dénombrées dans les différents domaines du développement social est consacrée à la planification –voir tableau 2. Cela est particulièrement important dans les domaines de l'éducation et du développement économique où 60% et plus des actions y sont consacrés. Cela ne signifie pas qu'il y ait surinvestissement dans les opérations de planification par rapport à la réalisation d'actions puisque le dénombrement fait ici ne parle pas de l'ampleur des ressources investies dans chaque contribution. Les actions visant la planification sont des portraits, des sondages, des études, des plans d'action, des dispositifs de veille sur des problématiques actuelles (ex. : l'insalubrité des logements), des forums d'identification de besoins ou de priorités, et la mobilisation d'acteurs pour réaliser ces opérations.

La table de quartier et les instances qui lui sont reliées portent 18 des 56 actions, soit environ un tiers des actions collectives du territoire. Ces actions sont essentiellement de l'ordre de la planification (diagnostic et priorisation) et de la mobilisation. Les actions portées par la table de quartier et les instances qui lui sont reliées contribuent surtout à la vie de quartier, l'éducation et l'aménagement environnement.

Tableau 2

Proportion des actions en planification dans chaque domaine*		
Développement économique	3/5	(60,0 %)
Éducation	9/14	(64,3 %)
Logement	1/4	(25,0 %)
Transport	1/2	(50,0 %)
Aménagement-environnement	3/8	(37,5%)
Sécurité alimentaire	0/2	(0,0 %)
Vie communautaire et de quartier	8/21	(38,1 %)
Total	25/56	(44,6 %)

* LaSalle a la particularité d'avoir 56 actions, chacune se trouvant dans un seul domaine.

3.2. Faire ensemble

3.2.1 Les instances du territoire et leurs actions collectives

Vingt-six des 41 instances de LaSalle ont réalisé des actions collectives en 2009-2010 dans l'un ou l'autre des sept domaines du développement social. Ces instances sont des comités de travail (5/26) mobilisés par des organismes publics avec mandat de mobilisation (arrondissement, CSSS, Commission scolaire, CLD), des tables de concertation avec les comités de travail qui leur sont rattachés, ou des comités de partenaires avec leurs groupes de travail.

L'éducation et la vie de quartier sont des domaines investis par plusieurs instances (8 et 11 respectivement) alors qu'en d'autres domaines, moins d'instances sont engagées, tel que c'est le cas pour le transport, le logement et la sécurité alimentaire. Les instances publiques sont actives dans une étendue plus restreinte de domaines (1 ou 2 domaines – par exemple, Développement économique LaSalle en développement économique), comme c'est le cas aussi des tables thématiques (ex. : logement, enfance-famille, jeunesse, aînés, sécurité urbaine), alors que deux instances communautaires à mission large (Comité de revitalisation Airlie et Table de développement social de LaSalle) couvrent plusieurs domaines par le biais de différents sous-comités ou groupes de travail plus spécialisés.

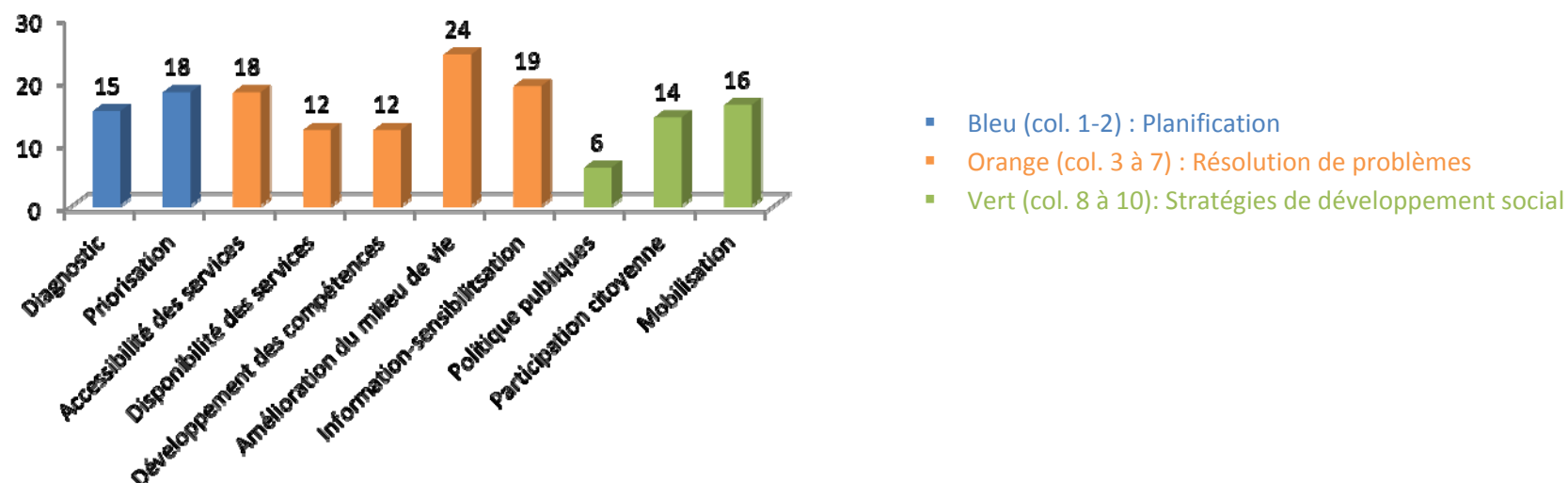
Plus de la moitié des actions du territoire de LaSalle sont d'émergence locale (53,6 %, voir le tableau 3). L'émergence locale des actions est prédominante dans plusieurs domaines, particulièrement celui du logement. Le domaine de l'aménagement-environnement se distingue par une grande proportion d'actions d'émergence mixte et descendante.

Tableau 3

Émergence des actions pour chaque domaine				
		Locale	Descendante	Mixte
Développement économique	5	3 (60,0 %)	2 (40,0 %)	0
Éducation	14	7 (50,0 %)	5 (35,7 %)	2 (14,3 %)
Logement	4	4 (100 %)	0	0
Transport	2	1 (50,0 %)	0	1 (50,0 %)
Aménagement –Environnement	8	3 (37,5 %)	2 (25,0 %)	3 (37,5 %)
Sécurité alimentaire	2	0	0	2 (100 %)
Vie communautaire et de quartier	21	12 (57,1 %)	6 (28,6 %)	3 (14,3 %)
Total	56 actions	30/56 (53,6 %)	15/56 (26,8 %)	11/56 (19,6 %)

Parmi les actions de résolution de problèmes, la dimension la plus investie (indistinctement des domaines) est l'amélioration du milieu de vie (24 actions), suivie de près par l'information – sensibilisation (19 actions) et l'accessibilité (18 actions) – voir graphique 1. Comparativement, les stratégies de développement social sont moins investies : c'est le cas en particulier du développement et de l'harmonisation des politiques publiques auquel contribuent seulement six (6) actions.

Graphique 1 : Type de contributions visées par les actions collectives déployées sur le territoire en 2009-2010



3.2.2 Les liens structuraux entre les instances du territoire

Au plan structurel, quatre instances communautaires sont positionnées à la tête de réseaux de comités ou de groupes de travail (voir le schéma d'ensemble p. 13). Ce sont la Table de développement social de LaSalle, la Table TAC en enfance-famille de LaSalle, la Table d'action et de concertation en sécurité urbaine et le Comité d'action pour les relations interculturelles de LaSalle. Le plus imposant de ces réseaux est celui de la Table de développement social avec sept instances qui lui sont reliées, dont le Comité de revitalisation Airlie qui est lui-même à la tête d'un réseau de six instances. La Table de développement social, avec son Comité de revitalisation Airlie, constitue la structure centrale de l'action collective laSalloise, alors que les autres instances communautaires entretiennent peu de liens structuraux entre elles et avec ce réseau central. Quant aux quatre instances publiques, elles mobilisent de petits réseaux, soit de un ou deux comités/groupes de travail chacun, et elles sont reliées à la structure d'action collective centrale par leur participation à titre de membre de la Table de développement social.

3.2.3 Les liens dynamiques entre les instances du territoire

Concernant les liens dynamiques parmi les instances, certaines instances entretiennent les quatre types de liens de notre typologie (information, planification conjointe, réalisation conjointe et coordination conjointe). Il s'agit dans trois cas sur cinq, d'une instance de concertation communautaire et d'un de ses sous-comités dans les domaines de l'éducation, de l'aménagement-environnement, et de la vie communautaire et de quartier. Dans les deux autres cas, la Table de développement social et l'arrondissement de LaSalle entretiennent tous ces liens dans le

domaine de la vie communautaire et de quartier tandis que Développement économique LaSalle et le Comité de Destination travail Carrefour jeunesse emploi en font autant en développement économique.

Par ailleurs, la planification conjointe est la plus investie (voir tableau 4). Nous comptons onze liens de ce type parmi les vingt-deux répertoriés dans les sept domaines du développement social. Parmi les deux domaines où une masse critique d'instances s'est investie, celui de l'éducation se démarque avec huit liens de planification conjointe, dont six impliquent le CSSS par son Comité de coordination du déploiement de l'approche ÉMES et trois impliquent la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille de LaSalle directement ou par l'un de ses comités. Le domaine de la vie de quartier est plutôt sous-investi sur ce plan comparativement au nombre d'actions réalisées dans le domaine, ne montrant qu'un seul lien de planification conjointe entre l'arrondissement de LaSalle et un comité de travail de la Table en sécurité urbaine (Comité aînés). De l'angle des instances engagées dans les liens dynamiques, les autres instances publiques ont une implication plus restreinte dans la planification conjointe : 1) dans le domaine de l'éducation, la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys collabore à la planification conjointe avec le Comité LaSalle en santé et le Comité de la persévérance scolaire ; 2) dans le domaine de l'aménagement, l'arrondissement de LaSalle est engagé dans une planification conjointe avec la Table d'action et de concertation enfance-famille.

Tableau 4

Types de dyades et types de liens qui les unissent					
Types de liens	Partage d'information	Planification conjointe	Réalisation conjointe	Coordination conjointe	Total
Types de dyades					
Communautaire – communautaire	1	2	0	3	6 liens
Communautaire – publique	2	5	1	2	10 liens
Publique – Publique	0	2	0	0	2 liens
Communautaire – PPP	2	0	0	0	2 liens
Publique – PPP	0	2	0	0	2 liens
Total des liens	5 liens	11 liens	1 lien	5 liens	22 liens

Enfin, la planification conjointe du tandem instance communautaire – instance communautaire est répertoriée dans le domaine du logement entre Concertation habitation LaSalle et le Groupe de travail sur le logement du Comité de revitalisation Airlie, et dans le domaine du développement économique, entre la Table de concertation jeunesse de LaSalle et Destination travail Carrefour jeunesse emploi.

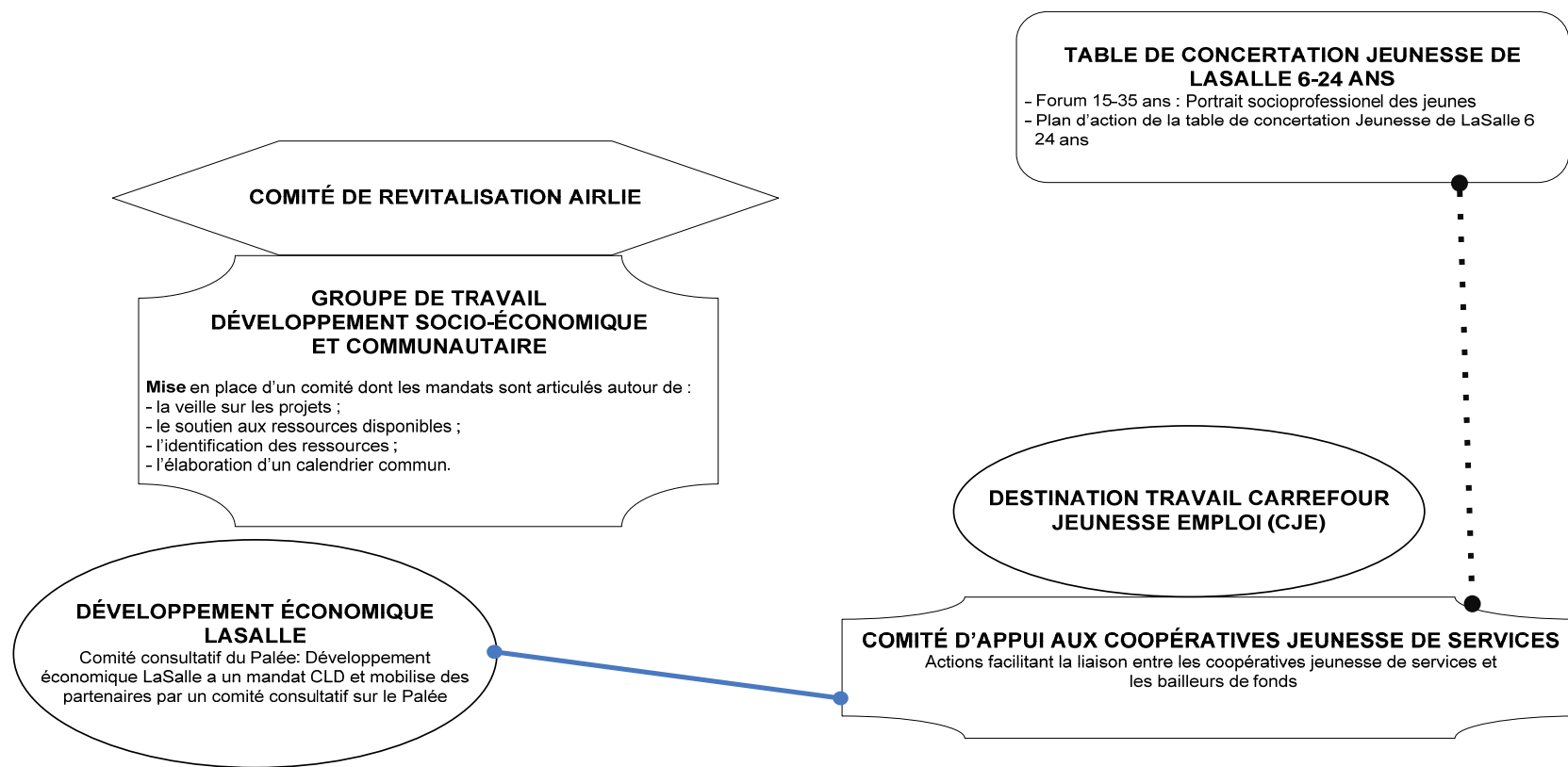
3.3 Perception de la contribution des programmes de financement au développement social dans le territoire (voir l'annexe IV)

Les répondants conçoivent que huit des treize programmes sont présents sur le territoire, incluant la démarche RUI de l'arrondissement de LaSalle. Cette dernière et l'Initiative montréalaise sont les deux programmes qui soutiennent des actions dans au moins six des sept domaines du développement social. Les programmes jeunes soutiennent simultanément deux domaines, le développement économique et l'éducation.

La plupart des domaines bénéficie des contributions de cinq ou six programmes. Certains domaines bénéficient de la contribution de moins de programmes : le transport et le logement. Selon les répondants, les programmes contribuent principalement à la planification (surtout au diagnostic), à la résolution de problèmes (essentiellement le développement des compétences et l'amélioration du milieu) et à une stratégie de développement social (la mobilisation). L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et Québec en Forme sont les deux programmes qui soutiennent des actions de mobilisation dans la plupart des domaines du développement social. L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local est perçue aussi comme le seul programme dont l'une des principales contributions est le soutien à la concertation et ce, dans presque tous les domaines. Bien que les programmes puissent soutenir également l'harmonisation des politiques publiques et la participation citoyenne, ces deux stratégies ne figurent pas parmi leurs principales contributions.

Deuxième partie : portrait des arrimages par domaine de développement social

4. Développement économique : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



TYPES D'INSTANCES DE CONCERTATION

- Table de quartier
- Table thématique ou sectorielle
- Comité / Sous comité
- Projet collectif
- Organisation avec un mandat de mobilisation
- Mécanisme ponctuel
- Espaces collectifs du développement social local

TYPES DE LIENS DYNAMIQUES

- Partage d'informations
- Planification conjointe
- Réalisation commune
- Co-coordination
- Tous ces liens

Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, l'accent a été mis sur la stratégie de mobilisation en ce domaine. Les acteurs ont été mobilisés dans la mise en place d'un groupe de travail sur le développement socio-économique et communautaire rattaché au comité de revitalisation Airlie. Celui-ci aura entre autres comme mandat d'exercer une veille sur les projets, de soutenir leur mise en œuvre, d'identifier les ressources disponibles, etc. Les partenaires ont aussi été mobilisés dans le cadre des travaux du Comité consultatif du plan d'action pour l'économie et l'emploi (PALÉE) réalisé par Développement économique LaSalle. Enfin, Destination travail du Carrefour Jeunesse Emploi de LaSalle a mobilisé les acteurs dans le cadre d'actions facilitant la liaison entre les coopératives jeunesse de services et les bailleurs de fonds. Dans une perspective plus générale, outre le nouveau comité qui vient d'être mis en place, parmi les trois autres instances ayant réalisé des actions collectives, la perception est que deux contribuent à la mobilisation des acteurs en ce qui a trait au développement économique dans l'exercice de leur mandat, tandis que la participation citoyenne et les interventions sur les politiques publiques sont peu travaillées.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont principalement contribué à développer une vision commune des besoins et des enjeux et à identifier des priorités d'action. De façon plus générale, outre le comité qui vient d'être mis en place, les trois autres instances qui ont réalisé des actions collectives contribuent de différentes manières au domaine du développement économique dans l'exercice de leur mandat. Les dimensions les plus investies sont le développement des compétences, le diagnostic, la priorisation, l'accessibilité des services, l'amélioration du milieu de vie, le soutien à la concertation et le développement de l'expertise.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Cinq initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : soutien à la concertation et mobilisation : *Initiative montréalaise de soutien au développement social local* (IMSDSL) ; diagnostic : IMSDSL et Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire ; accessibilité des services : Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire ; développement des compétences : Écoles et milieux en santé (ÉMES) volets milieu et prévention des toxicomanies ; amélioration du milieu de vie : ÉMES volet milieu et Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) secteur Airlie financée par l'arrondissement de LaSalle.

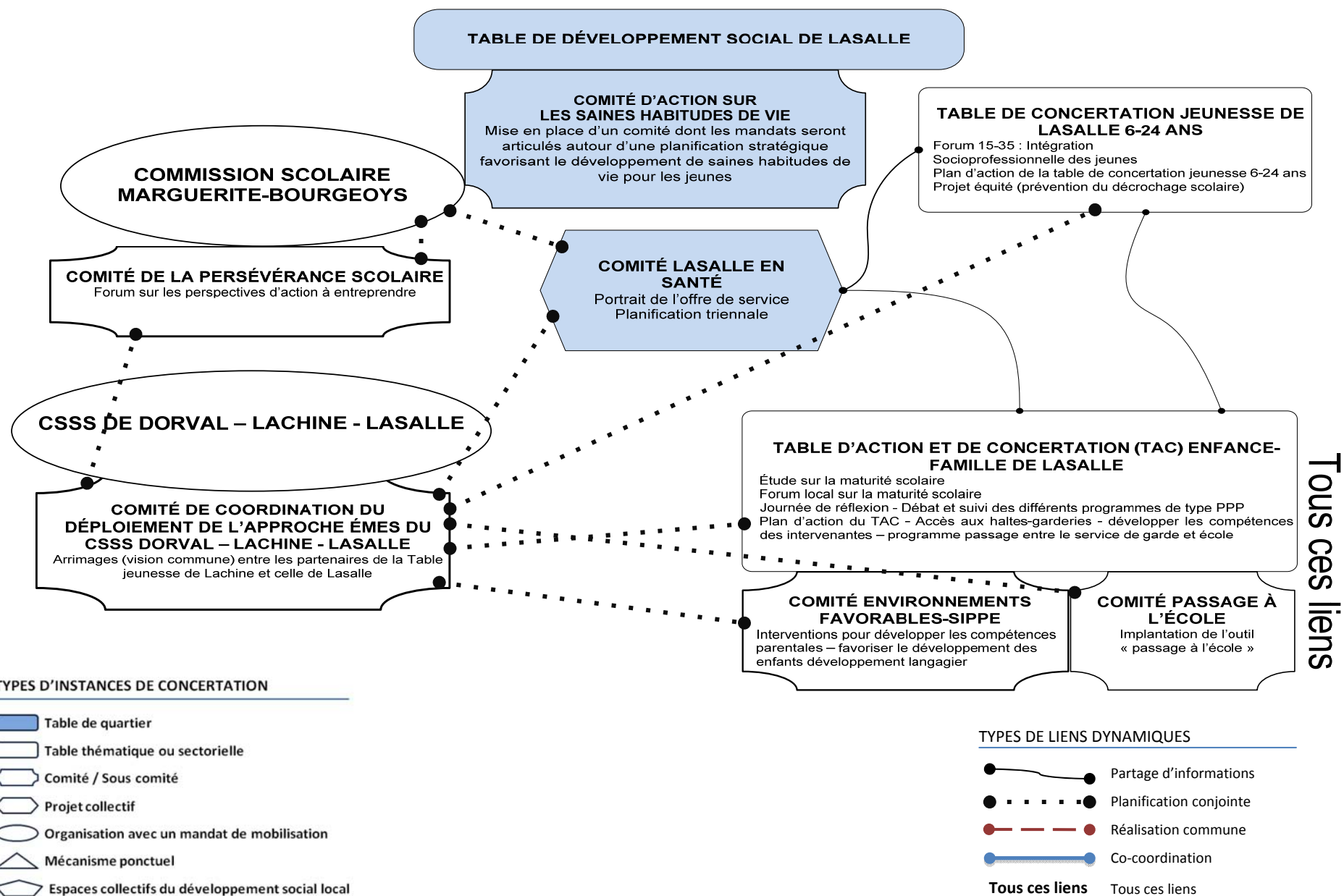
Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

Trois actions sur un total de cinq sont d'émergence locale. Deux actions sont issues d'une logique descendante : les travaux du Comité consultatif sur le PALÉE mis en place par Développement économique LaSalle et les actions facilitant la liaison entre les coopératives jeunesse de services et les bailleurs de fonds mises de l'avant par le Carrefour Jeunesse Emploi de LaSalle.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, le Comité d'appui aux coopératives jeunesse de services a des liens de planification conjointe avec la Table de concertation jeunesse de LaSalle 6-24 ans et des liens de co-coordination avec Développement économique LaSalle.

5. Éducation : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, les trois stratégies ont été mises en œuvre. Les acteurs ont été mobilisés pour la mise en place d'un Comité d'action sur les saines habitudes de vie rattaché à la Table de développement social de LaSalle. Les mandats de ce comité s'articulent autour d'une planification stratégique favorisant le développement de saines habitudes de vie pour les jeunes. Le Comité de coordination du déploiement de l'approche Écoles et milieux en santé (ÉMES) du CSSS a aussi mobilisé les acteurs afin d'effectuer des arrimages et de développer une vision commune entre les partenaires des tables jeunesse de Lachine et LaSalle. La participation citoyenne et les échanges sur les politiques publiques ont été favorisés par la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille de LaSalle lors de la journée de réflexion portant sur les programmes en partenariat public et privé. Enfin, la participation des jeunes a été favorisée lors du Forum 15-35 ans sur l'intégration socioprofessionnelle organisée par la Table de concertation jeunesse de LaSalle 6-24 ans. Dans une perspective plus générale, parmi les huit instances ayant réalisé des actions collectives, la perception est que quatre instances mettent en œuvre ces stratégies en ce qui a trait au domaine de l'éducation dans l'exercice de leur mandat : deux mobilisent les acteurs, deux favorisent la participation citoyenne et deux interviennent sur les politiques publiques.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont principalement contribué au partage d'une vision commune des besoins et des enjeux lors de la réalisation de diagnostics, à la priorisation d'actions et au développement des compétences. Par ailleurs, de façon générale, outre le comité d'action sur les saines habitudes de vie qui vient d'être mis sur pied, les sept autres instances contribuent de différentes manières au domaine de l'éducation dans l'exercice de leur mandat et toutes les dimensions reliées à ce domaine se trouvent travaillées. La dimension la plus investie est la priorisation.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Cinq initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) et Saines habitudes de vie : mode de vie physiquement actif et saine alimentation (Québec en forme) ; soutien à la concertation : IMSDSL ; diagnostic : Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (SIPPE) composante Création d'environnements favorables (CEF) ; développement des compétences : Écoles et milieux en santé (ÉMES) volets milieu et prévention des toxicomanies ; amélioration du milieu de vie : SIPPE composante (CEF) et ÉMES volet milieu.

Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

La moitié des actions (7/14) sont d'émergence locale. Deux actions sont d'origine mixte : le projet Équité en prévention du décrochage scolaire : fonds octroyés par Services Canada/identification lors du Forum sur la persévérance scolaire; le forum local sur la maturité scolaire : Direction de santé publique de Montréal /préoccupations du milieu.

Cinq actions sont issues d'une logique descendante : portrait de l'offre de service du Comité LaSalle en santé effectué en lien avec un projet éventuel de Québec en forme ; l'étude sur la maturité scolaire effectuée par la Direction de santé publique de Montréal ; les interventions pour développer les compétences parentales et favoriser le développement des enfants reliées au programme SIPPE ; le forum sur les actions à entreprendre concernant la persévérance scolaire : démarche suscitée par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et la démarche du comité de coordination du déploiement de l'approche ÉMES du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle en vue de favoriser les arrimages entre les partenaires des Tables jeunesse des territoires de Lachine et LaSalle.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, il existe des liens de partage d'informations entre la Table de concertation jeunesse de LaSalle 6-24 ans, la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille de LaSalle et le Comité LaSalle en santé. Il existe également plusieurs liens de planification conjointe entre différentes instances, notamment avec le Comité de coordination du déploiement de l'approche ÉMES. Enfin, tous les liens dynamiques sont présents entre la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille et le Comité Passage à l'école.

6. Logement : actions collectives et liens dynamiques entre les instances

TYPES D'INSTANCES DE CONCERTATION

-  Table de quartier
-  Table thématique ou sectorielle
-  Comité / Sous comité
-  Projet collectif
-  Organisation avec un mandat de mobilisation
-  Mécanisme ponctuel
-  Espaces collectifs du développement social local

TYPES DE LIENS DYNAMIQUES

-  Partage d'informations
-  Planification conjointe
-  Réalisation commune
-  Co-coordination
- Tous ces liens** Tous ces liens

CONCERTATION HABITATION LASALLE

Soutien au développement du logement social – (ateliers – soutien aux requérants pour la mise en place et au développement des COOP)
Projet collectif d'achat et de rénovation d'un ensemble immobilier (conception en concertation - réalisation confiée à un OBNL mis en place par la concertation)

COMITÉ DE REVITALISATION AIRLIE

GROUPE DE TRAVAIL LOGEMENT

Mise en place d'un comité dont les mandats seront articulés autour de l'information aux locataires du secteur airlie, et l'exercice d'une veille sur les immeubles multiplex
Veille sur les problématiques actuelles e logement dans le secteur airlie

Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, les trois (3) stratégies de développement social ont été déployées. Les acteurs ont été mobilisés pour la mise en place du Groupe de travail logement rattaché au Comité de revitalisation Airlie coordonné par la Table de développement social de LaSalle. Les mandats de ce comité sont articulés autour de l'information aux locataires du secteur Airlie et d'une veille sur les immeubles multiplex. Le comité est aussi intervenu sur les politiques publiques en lien avec la politique familiale municipale et les règlements municipaux touchant le logement avec la collaboration du CSSS. Pour sa part, Concertation habitation LaSalle a mobilisé les acteurs, favorisé la participation citoyenne et travaillé sur le développement et l'harmonisation des politiques publiques relativement au logement social (ateliers, soutien aux requérants pour la mise en place et le développement de coopératives d'habitation, projet collectif de rénovation d'un ensemble immobilier). Dans une perspective plus générale, la perception est que les deux instances ayant réalisé des actions collectives mettent en œuvre ces stratégies en ce qui a trait au domaine du logement dans l'exercice de leur mandat : les deux mobilisent les acteurs et favorisent la participation citoyenne et une intervient sur les politiques publiques.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont porté principalement sur l'information-sensibilisation et l'amélioration du milieu de vie. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les deux instances participent de différentes manières au domaine du logement. Les dimensions investies par les deux instances sont : le diagnostic, la disponibilité et l'accessibilité au logement et l'information-sensibilisation.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Deux initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation et soutien à la concertation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) ; diagnostic : IMSDSL et Démarche de revitalisation urbaine (RUI) secteur Airlie financée par l'arrondissement de LaSalle.

Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

Toutes les actions collectives quatre sont d'émergence locale.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, il existe des liens de planification conjointe entre le Groupe de travail logement du Comité de revitalisation Airlie et Concertation Habitation LaSalle.

7. Transport : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



TABLE DE CONCERTATION DES AÎNÉS DE LASALLE

Sondage sur le niveau de satisfaction de la navette or et suivi auprès de l'arrondissement de LaSalle

TYPES D'INSTANCES DE CONCERTATION

-  Table de quartier
-  Table thématique ou sectorielle
-  Comité / Sous comité
-  Projet collectif
-  Organisation avec un mandat de mobilisation
-  Mécanisme ponctuel
-  Espaces collectifs du développement social local

TYPES DE LIENS DYNAMIQUES

-  Partage d'informations
-  Planification conjointe
-  Réalisation commune
-  Co-coordination
- Tous ces liens** Tous ces liens

Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, les acteurs ont été mobilisés dans la mise en place du Comité transport rattaché à la Table de développement social de LaSalle. Les mandats de ce comité s'articulent autour de l'identification d'enjeux collectifs pour la population de LaSalle et le transport actif ainsi que la réflexion sur l'intégration des enjeux, des approches de transport actif et d'amélioration des habitudes de vie. Pour sa part, la Table de concertation des aînés de LaSalle a favorisé la participation citoyenne par un sondage pour connaître le niveau de satisfaction des aînés concernant la Navette Or. La table a effectué un suivi à ce sujet auprès de l'arrondissement de LaSalle, la navette n'étant pas utilisée à sa pleine capacité. Dans une perspective plus générale, la perception est que les (2) instances ayant réalisé des actions collectives, mettent en œuvre des stratégies de développement social en ce qui a trait au transport dans l'exercice de leur mandat : les deux (2) travaillent sur le développement et l'harmonisation des politiques publiques et une (1) mobilise aussi les acteurs et favorise la participation citoyenne.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont porté principalement sur la réalisation d'un diagnostic commun et l'identification de priorités d'action en lien avec les besoins de l'ensemble de la population. Elles ont touché également à l'accessibilité au transport et à l'amélioration du milieu de vie pour les aînés. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les dimensions investies par les deux (2) instances sont l'amélioration du milieu de vie et l'information-sensibilisation.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Trois (3) initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation : Saines habitudes de vie : mode de vie physiquement actif et saine alimentation (Québec en forme) ; diagnostic : Initiative montréalaise de soutien au développement social local et Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) secteur Airlie financée par l'arrondissement de LaSalle ; amélioration du milieu de vie : Démarche RUI secteur Airlie financée par l'arrondissement de LaSalle.

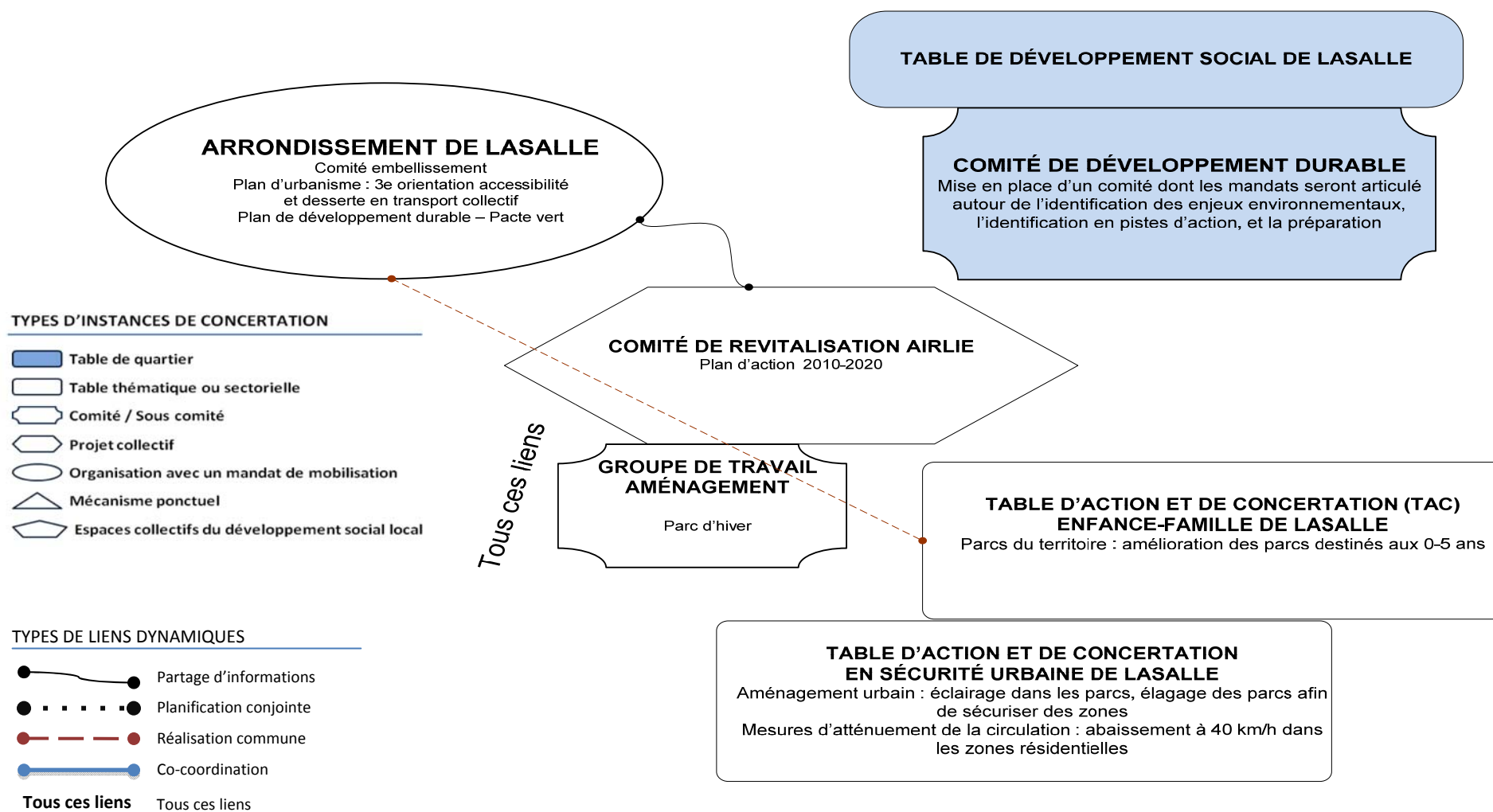
Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

Une (1) action est d'émergence locale : la mise sur pied du Comité transport de la Table de développement social de LaSalle et les travaux qui en découlent. Une autre (1) est d'origine mixte : actions en lien avec la Navette Or : arrondissement de LaSalle et Ville de Montréal/ besoins du milieu.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, il n'existe aucun lien de collaboration entre les deux instances ayant réalisé des actions collectives dans le domaine du transport.

8. Aménagement-environnement : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, les acteurs ont été mobilisés dans la mise en place du Comité de développement durable de la Table de développement social de LaSalle. Les mandats de ce comité s'articulent autour de l'identification des enjeux environnementaux et de pistes d'action et la préparation de projets concrets. Pour sa part, la participation citoyenne a été favorisée dans le cadre des actions menées par le Comité embellissement et du plan de développement durable – Pacte vert de l'arrondissement de LaSalle. Dans une perspective plus générale, outre le Comité de développement durable de la Table de développement social de LaSalle qui vient d'être mis sur pied, parmi les cinq autres instances ayant réalisé des actions collectives, la perception est que celles-ci ont peu développé ces stratégies en ce qui a trait au domaine de l'aménagement-environnement dans l'exercice de leur mandat. Seule la participation citoyenne est travaillée par une instance.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont principalement porté sur l'amélioration du milieu de vie et l'accessibilité des services. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, outre le Comité développement durable de la Table de développement social de LaSalle qui vient juste d'être mis sur pied, les instances participent de différentes manières au domaine de l'aménagement-environnement. Les dimensions les plus investies sont l'information-sensibilisation et l'amélioration du milieu de vie.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Cinq initiatives soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) et Saines habitudes de vie : Mode de vie physiquement actif et saine alimentation (Québec en forme) ; soutien à la concertation : IMSDSL diagnostic : IMSDSL, Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire et Québec en forme ; accessibilité des services : Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire ; amélioration du milieu de vie : Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (SIPPE) composante Création d'environnements favorables et Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) secteur Airlie financée par l'arrondissement de LaSalle.

Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

Trois actions sur un total de huit sont d'émergence locale. Trois sont d'origine mixte : plan d'action 2010-2020 du Comité de revitalisation Airlie : mandat de l'arrondissement / besoins du milieu ; plan de développement durable-Pacte Vert : arrondissement/thématique priorisée lors du forum 2010 de la Table de développement social de LaSalle ; actions réalisées par la Table de concertation et d'action en sécurité urbaine de LaSalle (aménagement urbain et mesures d'atténuation de la circulation) : volonté de l'arrondissement/milieu. Deux actions relèvent d'une logique descendante : Comité embellissement et plan d'urbanisme provenant d'une démarche de la Ville de Montréal.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, le Comité de revitalisation Airlie et l'arrondissement de LaSalle ont des liens de partage d'informations. La Table d'action et de concertation (TAC) enfance famille et l'arrondissement ont des liens de réalisation commune. Enfin, tous les liens dynamiques sont présents entre le Groupe de travail en aménagement et le Comité de revitalisation Airlie.

9. Sécurité alimentaire : actions collectives et liens dynamiques entre les instances

TABLE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LASALLE

Sécurité alimentaire : inscrite dans les priorités du
plan d'action LaSallois de développement social 2010-2015

Marché public saisonnier, groupe d'achat

TYPES D'INSTANCES DE CONCERTATION

-  Table de quartier
-  Table thématique ou sectorielle
-  Comité / Sous comité
-  Projet collectif
-  Organisation avec un mandat de mobilisation
-  Mécanisme ponctuel
-  Espaces collectifs du développement social local

TYPES DE LIENS DYNAMIQUES

-  Partage d'informations
-  Planification conjointe
-  Réalisation commune
-  Co-coordination
- Tous ces liens** Tous ces liens

Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou elles ayant eu une incidence en 2009-2010, seule la Table de développement social de LaSalle a réalisé des actions collectives dans le domaine de la sécurité alimentaire et aucune stratégie de développement social n'a été mise de l'avant de façon particulière. Toutefois, dans une perspective plus générale, la perception est que la Table de développement social de LaSalle, dans l'exercice de son mandat, mobilise les acteurs et favorise la participation citoyenne en ce qui a trait à la sécurité alimentaire.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont porté principalement sur l'accessibilité des services et l'amélioration du milieu de vie. De façon plus générale, dans l'exercice de son mandat, la Table de développement social de LaSalle travaille principalement sur l'accessibilité des services.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Cinq initiatives soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) et Saines habitudes de vie : mode de vie physiquement actif et saine alimentation (Québec en forme) : soutien à la concertation : IMSDSL ; diagnostic : Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire et Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) secteur Airlie financée par l'arrondissement de LaSalle ; accessibilité des services : Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire ; amélioration du milieu de vie : Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (SIPPE) composante Création d'environnements favorables et Démarche RUI secteur Airlie financée par l'arrondissement de LaSalle.

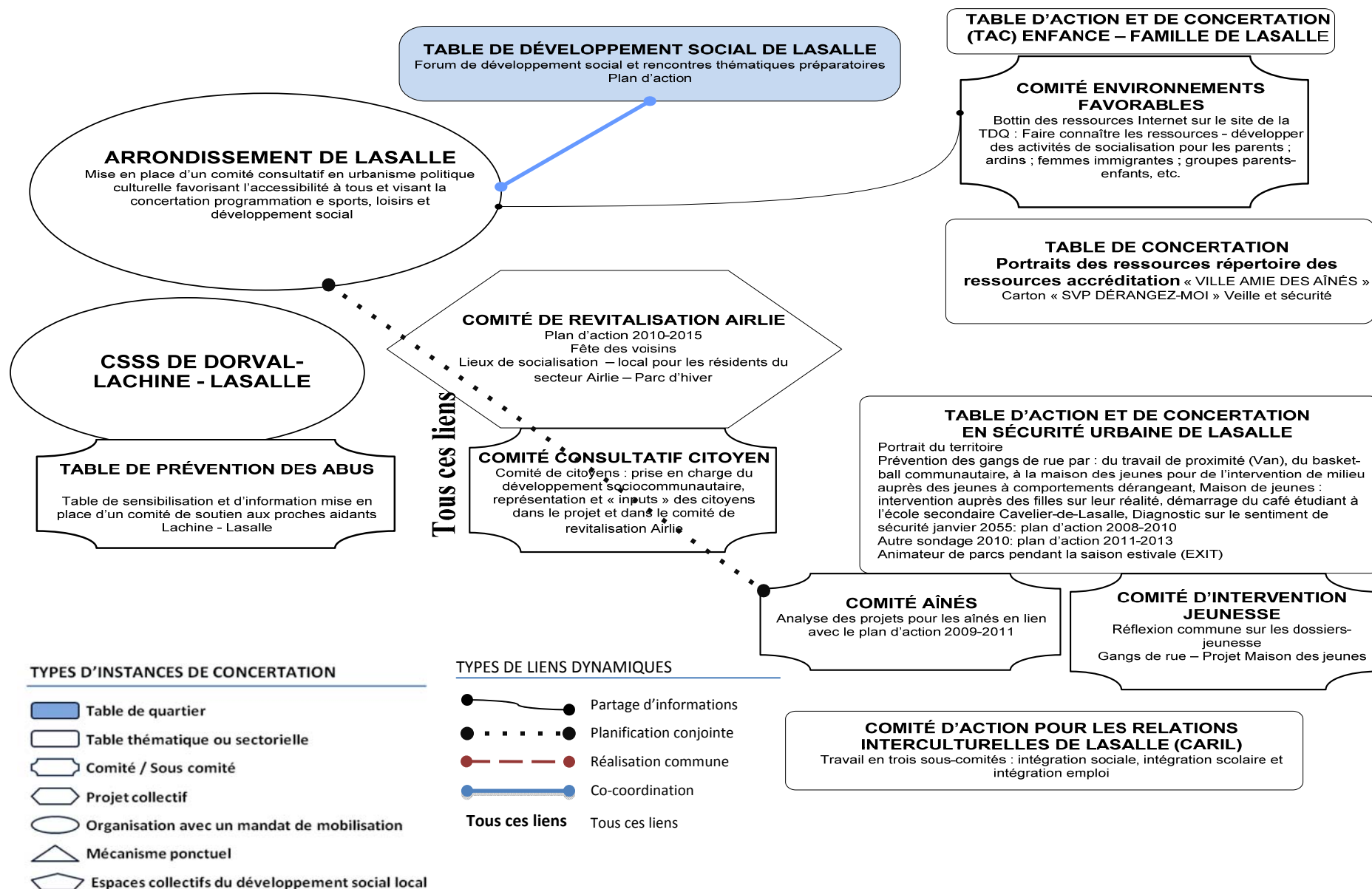
Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

Les deux actions réalisées sont d'origine mixte : le marché public saisonnier : programme de la Direction de santé publique de Montréal/besoins du milieu ; groupe d'achat : projet proposé par la Table de développement social de LaSalle /besoins du milieu.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Au cours de l'année 2009-2010, la Table de développement social de LaSalle est la seule instance ayant réalisé des actions collectives en ce domaine.

10. Vie communautaire et de quartier : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, les trois stratégies de développement social ont été mises en œuvre. Elles ont fait partie intégrante des rencontres thématiques et du forum de développement social organisés par la Table de développement social de LaSalle (TDS). La mobilisation et la participation citoyenne ont aussi été au cœur de l'élaboration du plan d'action de la TDS. Elles s'inscrivent également dans la démarche et les activités du Comité de revitalisation Airlie (ex. : lieux de socialisation, fête des voisins) et dans les actions du Comité de citoyens favorisant leur apport dans le développement communautaire et le projet Airlie. Le Comité d'intervention jeunesse a mobilisé les acteurs et favorisé la participation des jeunes lors de la réflexion sur les dossiers jeunesse, gangs de rue et le projet d'une maison de jeunes. Le Comité d'action pour les relations interculturelles de LaSalle a mis de l'avant les trois stratégies dans ses actions touchant l'accueil et l'intégration sociale et scolaire des immigrants, l'intégration dans la communauté, le parcours migratoire et l'emploi. La Table de concertation des aînés de LaSalle a mobilisé les acteurs et travaillé sur le développement et l'harmonisation des politiques publiques en vue de l'accréditation « *Ville amie des aînés* ». Elle a aussi mobilisé les aînés dans le projet de veille et de sécurité. La Table de concertation des abus du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle a favorisé la participation des aînés autour de ses travaux visant l'information et la sensibilisation. Enfin, les citoyens ont participé au Comité consultatif en urbanisme de l'arrondissement de LaSalle. Dans une perspective plus générale, parmi les onze instances ayant réalisé des actions collectives, la perception est que huit mettent en œuvre ces stratégies en ce qui a trait à la vie communautaire et de quartier dans l'exercice de leur mandat : sept favorisent la participation citoyenne, six mobilisent les acteurs et trois interviennent sur les politiques publiques.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont porté sur différentes dimensions, les plus investies ont été l'amélioration du milieu de vie et l'information-sensibilisation. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les 11 instances participent à ce domaine et plusieurs dimensions sont travaillées. Les plus investies sont aussi l'information-sensibilisation et l'amélioration du milieu de vie.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Six initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : soutien à la concertation : *Initiative montréalaise de soutien au développement social local* (IMSDSL) ; mobilisation : IMSDSL, Saines habitudes de vie : Mode de vie physiquement actif et saine alimentation (Québec en forme) ; diagnostic : Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire, Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) secteur Airlie financée par l'arrondissement de LaSalle ; accessibilité et disponibilités des services : projet Accessibilité de Centraide du Grand Montréal ; amélioration du milieu de vie : Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (SIPPE) composante Création d'environnements favorables, projet Accessibilité de Centraide du Grand Montréal et Démarche RUI secteur Airlie financée par l'arrondissement de LaSalle.

Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

Douze actions sur un total de 21 sont d'émergence locale. Trois actions sont d'origine mixte : le bottin des ressources de la Table d'action et de concertation (TAC) en enfance-famille : SIPPE /milieu; le plan d'action du Comité Airlie : mandat de l'arrondissement de LaSalle /milieu; forum local de développement social : IMSDSL/milieu. Six actions relèvent d'une logique descendante : fête des voisins (initiative provinciale) ; portrait en sécurité urbaine (exigence du programme Ville) ; travaux de la table de prévention des abus envers les aînés (Agence de la santé et des services sociaux de Montréal) ; comité consultatif en urbanisme, politique culturelle et programmation sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de LaSalle.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, des liens de partage d'information existent entre l'arrondissement de LaSalle et le Comité environnements favorables de la Table d'action et de concertation enfance-famille. L'arrondissement de LaSalle et le Comité aînés de la Table d'action et de concertation en sécurité urbaine ont des liens de planification conjointe. L'arrondissement de LaSalle et la Table de développement social de LaSalle ont des liens de co-coordination. Enfin, tous les liens sont présents entre le Comité de Revitalisation et le Comité de citoyens du secteur Airlie.

Conclusion

Pris en 2009-2010, ce document est, en quelque sorte, un « portrait de famille » de l'ensemble des instances de concertation du territoire intervenant dans différents domaines du développement social. Il positionne de façon claire leurs actions collectives et les liens structuraux et dynamiques qui existent entre ces instances. Il fait ressortir également les différents types de contributions visées par ces actions et les stratégies de mise en œuvre. Il démontre le travail important réalisé collectivement tant au niveau de la planification que de la mise en œuvre des actions et ce, dans chacun des domaines du développement social.

Chaque réseau local est spécifique, riche et complexe! Il est donc nécessaire de bien comprendre pour mieux agir. C'est pourquoi ce portrait expose également les raisons sous-jacentes à l'émergence des actions collectives ainsi que la contribution des programmes et des initiatives de mobilisation dans chacun des domaines du développement social.

Beaucoup de travail a été accompli au cours des dernières années, mais beaucoup de travail reste à faire pour lutter contre les inégalités sociales de santé. Les communautés locales ont développé beaucoup de savoir-faire à cet égard qui doit être consolidé et renforcé. C'est en poursuivant nos collaborations et en travaillant ensemble que nous pourrons changer les choses et garder notre monde en santé.

ANNEXES

- Annexe I : Guide d'accompagnement pour soutenir la réflexion
- Annexe II : Principales sources d'information
- Annexe III : Tableau-synthèse - Perception de la participation des instances de concertation aux domaines du développement social en 2009-2010
- Annexe IV : Tableau-synthèse - Perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2009-2010
- Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010
- Annexe VI : Lexique

Annexe I : Guide d'accompagnement pour soutenir la réflexion

POUR CHAQUE DOMAINE	POUR L'ENSEMBLE DES ARRIMAGES DES CONCERTATIONS
Mise en commun des informations à l'échelle du territoire • Considérant les différents portraits réalisés, est-ce qu'un mécanisme de mise en commun permet de dégager des constats et des priorités ? Développement de moyens et mise en œuvre des actions • Est-ce que les actions réalisées sont complémentaires ? • Y a-t-il des aspects importants nommés par les concertations mais qui ne sont pas travaillés ? • Quels sont les principaux obstacles à la réalisation des actions ? • Quelles seraient les actions à renforcer ou à développer ? • Existe-il d'autres leviers (ex : au plan régional ou national) pouvant contribuer à renforcer l'action locale ? Déploiement des stratégies de développement social • Y a-t-il des politiques publiques sur lesquelles il serait important d'intervenir ? • Est-ce que les mécanismes mis en place favorisent la participation des différents acteurs y compris les citoyens aux différentes étapes de l'action intersectorielle (portrait/analyse des besoins, identification des priorités, planification, réalisation et évaluation) ? • Les principaux réseaux concernés par le domaine sont-ils mobilisés ? Si non, quels réseaux devraient être interpellés ? Collaborations • Les arrimages entre les concertations permettent-ils d'assurer une continuité et une cohérence des interventions auprès des populations visées ? • Quelles seraient les collaborations à consolider ou à développer ? • Est-ce que la dynamique existante est un <i>plus-value</i> pour l'avancement des travaux relatifs au domaine ?	Priorités locales • Les grandes conclusions des portraits et états de situation récemment réalisés sur le territoire ont-elles donné lieu à des débats collectifs et au partage d'une vision commune ? • Comment les principaux constats sont-ils intégrés aux travaux menés actuellement dans le territoire ? • Y a-t-il des préoccupations transversales à plusieurs concertations locales ? • Quels sont les domaines du développement social à travailler davantage ? Sous quels aspects ? Mise en œuvre et développement des actions et stratégies • Y a-t-il des politiques publiques sur lesquelles il serait important d'intervenir ? • Est-ce que la participation citoyenne est une stratégie importante pour les concertations locales ? Si oui, comment est-elle mise en œuvre par les concertations ? • Est-ce que les principaux réseaux concernés par les enjeux du territoire sont mobilisés ? Si non, quels sont les réseaux qui devraient être interpellés ? • Existe-t-il d'autres leviers, par exemple au plan régional et national, pouvant renforcer l'action locale ? Collaborations • Les arrimages décrits dans le présent portrait convergent-ils avec l'analyse effectuée par les concertations ? • Comment les différents plans d'action touchant le développement social (table de quartier, arrondissement, plan d'action local de santé publique–PAL du CSSS, etc.) sont-ils arrimés ensemble ? • Les mesures de santé publique inscrites dans le PAL du CSSS et faisant appel à la mobilisation des communautés soutiennent-elles les actions identifiées et/ou priorisées par le milieu ? • Quelles sont les collaborations à consolider ou à développer ?

Annexe II : Principales sources d'information

Documents consultés

Les principales sources d'information utilisées pour réaliser le portrait sont les suivantes :

- Collectif Quartier, Atlas des quartiers, www.collectifquartier.org/atlas-des-quartiers, consulté le 22 mars 2010
- Comité de coordination du déploiement de l'approche École et milieux en santé du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle, Plan d'action 2009-2010
- Comité logement Lachine-LaSalle, Plan d'action 2009-2010
- Concertation habitation LaSalle, Plan d'action 2009-2010
- Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Disparités dans l'accès à des aliments santé, CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle, 2007
- Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Enquête sur la Maturité Scolaire des enfants, Portrait du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle, 2008
- Directions des organismes de LaSalle concernés par les actions collectives
- Entente administrative liant la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, volet lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale du contrat de ville, projets financés reddition de compte 1er avril 2008 au 31 mars 2009
- Ricard I., De Coninck P., Bujold, R., Carrefour des organismes communautaires de LaSalle, Portrait de concertations de quartier à Montréal, Direction de santé publique, 2003
- Table de concertation jeunesse de LaSalle, Plan d'action 2009-2011
- Table d'action et de concertation (TAC) enfance famille de LaSalle, Plan d'action 2009-2010
- Table de développement social de LaSalle, Bilan des activités 2009-2010

Connaissances des acteurs du milieu

Les connaissances de Nathalie Gervais, Luc Paradis et Raquel Rivera organisateurs communautaires du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle, de Nancy Blanchet, directrice générale de la Table de développement social de LaSalle et Danielle Mimeault, chef de division développement communautaire de l'arrondissement de LaSalle ont été indispensables pour la réalisation de ce portrait. Ces connaissances ont été partagées lors de rencontres tenues les 25 février, 18 mars, 19 avril et 25 novembre 2010. Des échanges téléphoniques avec Nathalie Gervais du CSSS le 8 juin 2011 et les 18 et 22 août 2011 ont permis de compléter l'information. La lecture de l'analyse globale des arrimages pour le territoire a été effectuée par Nathalie Gervais et Luc Paradis du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle.

Annexe III : Tableau-synthèse - Perception de la participation des instances de concertation aux domaines du développement social en 2009-2010

Instances du développement social		Développement économique	Éducation	Logement	Transport	Aménagement-environnement	Sécurité Alimentaire	Vie communautaire et de quartier
	TABLE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LASALLE						X	X
	COMITÉ DÉVELOPPEMENT DURABLE					X		
	COMITÉ TRANSPORT				X			
	COMITÉ D'ACTION SUR LES SAINES HABITUDES DE VIE		X					
	COMITÉ LASALLE EN SANTÉ		X					
	COMITÉ DE REVITALISATION AIRLIE					X		X
	GRUPE DE TRAVAIL DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE ET COMMUNAUTAIRE	X						
	GRUPE DE TRAVAIL LOGEMENT			X				
	GRUPE DE TRAVAIL AMÉNAGEMENT					X		
	GRUPE DE TRAVAIL COMITÉ CONSULTATIF CITOYENS							X
	TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE DE LASALLE 6-24 ANS	X	X					
	TABLE DE CONCERTATION DES AÎNÉS DE LASALLE				X			X
	CONCERTATION HABITATION LASALLE			X				
	TABLE D'ACTION ET DE CONCERTATION (TAC) ENFANCE-FAMILLE DE LASALLE		X			X		
	COMITÉ PASSAGE À L'ÉCOLE		X					
	COMITÉ ENVIRONNEMENTS FAVORABLES		X					X
	COMITÉ D'ACTION POUR LES RELATIONS INTERCULTURELLES DE LASALLE (CARIL)							X
	ARRONDISSEMENT DE LASALLE					X		X
	TABLE D'ACTION ET DE CONCERTATION EN SÉCURITÉ URBAINE DE LASALLE					X		X
	COMITÉ AÎNÉS							X
	COMITÉ D'INTERVENTION JEUNESSE							X
	CSSS DE DORVAL-LACHINE-LASALLE							
	COMITÉ DE COORDINATION DU DÉPLIEMENT DE L'APPROCHE ÉMES		X					
	TABLE DE PRÉVENTION DES ABUS							X
	COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS							
	COMITÉ DE LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE		X					
	DESTINATION TRAVAIL-CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LASALLE							
	COMITÉ APPUI COOPÉRATIVES JEUNESSE DE SERVICES	X						
	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LASALLE	X						

Annexe IV : Tableau-synthèse - Perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2009-2010

	Développement économique	Éducation	Logement	Transport	Aménagement - environnement	Sécurité alimentaire	Vie communautaire Et de quartier
Initiative montréalaise de soutien au développement social local	X Mobilisation Soutien concertation Diagnostic	X Mobilisation Soutien concertation	X Mobilisation Soutien concertation Diagnostic	X Diagnostic	X Mobilisation Soutien concertation Diagnostic	X Mobilisation Soutien concertation	X Mobilisation Soutien concertation
SIPPE Composante Création d'environnements favorables		X Diagnostic Amélioration milieu			X Amélioration milieu	X Amélioration milieu	X Amélioration milieu
ÉMES Volet milieu	X Dév. compétences Amélioration milieu	X Dév. compétences Amélioration milieu					
ÉMES volet Prévention Toxicomanies	X Dév. compétences	X Dév. compétences					
Prévention-ITSS							
Environnement urbain favorable à la santé : Quartiers 21							
Environnement urbain favorable à la santé : Aménager quartiers durables							
Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire	X Diagnostic Accessibilité services				X Diagnostic Accessibilité services	X Diagnostic Accessibilité services	X Diagnostic
Avenir d'enfants							
Projet accessibilité							X Disponibilité services Accessibilité services Amélioration milieu
Québec en forme		X Mobilisation		X Mobilisation	X Mobilisation Diagnostic	X Mobilisation	X Mobilisation
Revitalisation urbaine intégrée (RUI) Ville de Montréal							
Arrondissement de LaSalle Démarche RUI secteur Airlie	X Amélioration milieu		X Diagnostic	X Diagnostic Amélioration milieu	X Amélioration milieu	X Diagnostic Amélioration milieu	X Diagnostic Amélioration milieu

LÉGENDE

Zone grisée Programme non disponible dans ce territoire
 Autres Financements autres que les programmes mentionnés en rubrique
 X Participation du programme au domaine

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010

		Planification			Actions collectives		Stratégies de d.s.		
		Diagnostique	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*		Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Développement économique	- Diagnostic Forum 15-35 ans : portrait socioprofessionnel des jeunes (2008) : enjeux liés à la recherche d'emploi, garderies pour les jeunes parents, poursuite des études - Diagnostic dans le cadre du Plan d'action local en économie et en emploi (PALÉE) lors des travaux du comité consultatif mis en place par Développement économique LaSalle (2009-2010)	- Priorisation dans le plan d'action de la table de concertation Jeunesse de LaSalle 6-24 ans (2008) - Priorisation dans le PALÉE (2009-2010)		- Forum 15-35 ans ; Portrait socioprofessionnel des jeunes (1) - Plan d'action de la table de concertation Jeunesse de LaSalle 6-24 ans (2) - Mobilisation des partenaires par Développement économique LaSalle dans le cadre des travaux du Comité consultatif du PALÉE (1-2) - Actions facilitant la liaison entre les coopératives de services et les bailleurs de fonds par le Comité d'appui aux coopératives Jeunesse de services de Destination Travail-Carrefour jeunesse-emploi (5-6)				- Mise en place d'un groupe de travail sur le développement socio-économique et communautaire rattaché au comité de revitalisation Airlie - Plan d'action local en économie et en emploi (PALÉE) (2009-2010) travaux du comité consultatif mis en place par Développement économique LaSalle - Actions facilitant la liaison entre les coopératives de services et les bailleurs de fonds mises de l'avant par le Comité d'appui aux coopératives jeunesse

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010 (suite)

			Planification			Actions collectives			Stratégies de d.s.		
			Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*			Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines		Éducation	- Portrait de l'offre de service effectué par le Comité LaSalle en santé relativement aux saines habitudes de vie des jeunes (en cours) - Diagnostic lors du Forum 15-35 sur l'intégration socio-professionnelle des jeunes organisé par la Table jeunesse de LaSalle (2008) - Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais, Portrait du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle (DSP 2008)	- Priorisation dans le cadre de la planification triennale du Comité LaSalle en santé (2010) - Priorisation dans le plan d'action de la Table de concertation jeunesse de LaSalle 6-24 ans (2008) - Forum local sur la maturité scolaire (2009) - Journée de réflexion sur les différents programmes en partenariat public et privé organisée par la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille de LaSalle (2010) - Forum sur les perspectives d'actions à entreprendre organisé par le Comité de la persévérance scolaire de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeois (2010) - Démarche du Comité de coordination du déploiement de l'approche Écoles et milieux en santé (ÉMES) du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle pour favoriser les arrimages entre les tables jeunesse de Lachine et LaSalle		- Portrait de l'offre de services effectué par le Comité LaSalle en santé relativement aux saines habitudes de vie des jeunes (1) - Planification triennale du Comité LaSalle en santé (2) - Forum 15-35 sur l'intégration socio-professionnelle des jeunes organisé par la Table de concertation jeunesse de LaSalle 6-24 ans (1-3-6-7) - Plan d'action de la Table de concertation jeunesse de LaSalle 6-24 ans (2) - Projet Équité en prévention du décrochage scolaire (4-5-7) - plan d'action de la Table d'action et de concertation enfance-famille de LaSalle touchant l'accès aux haltes-garderies, au développement des compétences des intervenantes et au programme de passage entre le service de garde et l'école ; - Étude sur la maturité scolaire (1) - Forum local sur la maturité scolaire (2) - Journée de réflexion sur les différents programmes en partenariat public et privé organisée par la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille de LaSalle (2) - Plan d'action de la Table d'action enfance-famille touchant l'accès aux haltes-garderies, au développement des compétences des intervenantes et au programme de passage entre le service de garde et l'école (3-4-5) - Implantation de l'outil <i>Passage à l'école</i> par le Comité passage à l'école de la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille de LaSalle (5-6) - Interventions pour développer les compétences parentales et favoriser le développement des enfants du Comité environnements favorables des SIPPE de la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille de LaSalle (5) - Forum sur les perspectives d'actions à entreprendre organisé par le Comité de la persévérance scolaire de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeois (2) - Démarche du Comité de coordination du déploiement de l'approche Écoles et milieux en santé (ÉMES) du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle pour favoriser les arrimages entre les tables jeunesse de Lachine et LaSalle (2)		- Journée de réflexion sur les différents programmes en partenariat public et privé organisée par la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille de LaSalle (2010) - Interventions sur les politiques publiques ayant une incidence sur la maturité scolaire	- Forum 15-35 sur l'intégration socio-professionnelle des jeunes organisé par la Table de concertation jeunesse de LaSalle 6-24 ans - Journée de réflexion sur les différents programmes en partenariat public et privé organisée par la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille de LaSalle (2010)	- Mobilisation des acteurs par la mise en place du Comité d'action sur les saines habitudes de vie rattaché à la Table de développement social de LaSalle - Démarche du Comité de coordination du déploiement de l'approche Écoles et milieux en santé (ÉMES) du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle pour favoriser les arrimages entre les tables jeunesse de Lachine et LaSalle	

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010 (suite)

		Planification			Actions collectives		Stratégies de d.s.		
		Diagnostics	Priorisation				Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Logement	- Diagnostic secteur Airlie (2009) (enjeux sentiment d'appartenance, secteur multiculturel, piètre qualité des bâtiments)	- Priorisation par le groupe de travail logement du Comité de revitalisation Airlie (2009)		- Soutien au développement du logement social par Concertation Habitation LaSalle (3-4-6-7) - Projet collectif d'achat et de rénovation d'un ensemble immobilier par Concertation habitation LaSalle (6-7) - -Veille sur les problématiques actuelles de logement par le Groupe de travail logement du Comité de revitalisation Airlie (1-2-7)		- Soutien au développement du logement social par Concertation Habitation LaSalle - Veille sur les problématiques actuelles de logement par le Groupe de travail logement du Comité de revitalisation Airlie	- Soutien au développement du logement social par Concertation Habitation LaSalle - Projet collectif d'achat et de rénovation d'un ensemble immobilier par Concertation habitation LaSalle	- Mobilisation du groupe de travail logement du Comité de revitalisation Airlie - Veille sur les problématiques actuelles de logement par le Groupe de travail logement du Comité de revitalisation Airlie - Soutien au développement du logement social par Concertation Habitation LaSalle
	Transport	- Diagnostic du Comité de transport de la Table de développement social de LaSalle (2010)	- Priorisation du transport par la Table de développement social de LaSalle (2010)		- Mise en place du Comité transport de la Table de développement social de LaSalle Identification des enjeux collectifs pour la population et le transport actif, réflexion sur l'intégration des approches de transport actif et habitudes de vie (1-2) - Sondage sur le niveau de satisfaction de la Navette Or par la Table de concertation des aînés de LaSalle et suivi auprès de l'arrondissement de LaSalle (3-6)			- Sondage sur le niveau de satisfaction de la Navette Or par la Table de concertation des aînés de LaSalle et suivi auprès de l'arrondissement de LaSalle	- Mise en place du Comité transport de la Table de développement social de LaSalle

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010 (suite)

			Planification			Actions collectives			Stratégies de d.s.		
			Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*			Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines		Aménagement environnement	- Diagnostic du Comité de revitalisation Airlie (2009) - Diagnostic des parcs du territoire de la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille de LaSalle (en cours)	- Priorisation plan d'action du Comité de revitalisation Airlie 2010-2020 (adopté en 2009) - Plan de développement durable-Pacte Vert de l'arrondissement de LaSalle (en cours)		- Plan d'action 2010-2020 du Comité de revitalisation secteur Airlie (1-2) - Parc d'hiver réalisé par le Comité aménagement du Comité de revitalisation Airlie (3-4-5-6-7-) - Plan d'urbanisme de l'arrondissement de LaSalle 3^{ème} orientation sur l'accessibilité et la desserte en transport collectif ; plan de développement durable-Pacte Vert de l'arrondissement de LaSalle - Actions en vue d'améliorer les parcs du territoire pour les enfants entre 0-5 ans par la Table d'action et de concertation (TAC) enfance-famille de LaSalle (1-6) - Actions du Comité embellissement de l'arrondissement de LaSalle (5-6) - Plan d'urbanisme de l'arrondissement de LaSalle (3-4) - Plan de développement durable-Pacte Vert de l'arrondissement de LaSalle (2-3-4-6-7) - Actions de la Table d'action et de concertation en sécurité urbaine relatives à l'aménagement urbain et à la mise en place de mesures d'atténuation de la circulation (3-6-7)				- Plan de développement durable-Pacte Vert de l'arrondissement de LaSalle (en cours) - Comité embellissement de l'arrondissement de LaSalle	- Mise ne place du Comité de développement durable de la Table de développement social de LaSalle : identification des enjeux environnementaux, des pistes d'action et préparation de projets concrets - Initiative de mobilisation citoyenne du secteur Airlie-Bayne
		Sécurité alimentaire		- Sécurité alimentaire priorisée dans le plan d'action 2010-2015 de la Table de développement social de LaSalle		- Marché public saisonnier et groupe d'achat réalisés par la Table de développement social de LaSalle (3-6)					

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010 (suite)

		Planification		Actions collectives	Stratégies de d.s.		
		Diagnostics	Priorisation	Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*	Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Vie communautaire et de quartier	- Diagnostic de la Table de développement social de LaSalle (2009) - Diagnostic secteur Airlie, Comité de revitalisation Airlie (2009) - Diagnostic Table de concertation des aînés de LaSalle, portrait et répertoire des ressources (2008) - Diagnostic de la Table d'action et de concertation en sécurité urbaine de LaSalle (2008) - Sondage sur le sentiment de sécurité des résidents par la Table d'action et de concertation en sécurité urbaine (en cours) - Activités de diagnostic réalisées par le Comité d'action pour les relations interculturelles de LaSalle (CARIL) (en cours)	- Priorisation lors du forum et de l'élaboration du plan d'action stratégique 2010-2015 de la Table de développement social - Priorisation plan d'action 2010-2020 du Comité de revitalisation Airlie : aménagement du territoire et développement sociocommunautaire - Priorisation par la Table d'action et de concertation en sécurité urbaine de la prévention des gangs de rue - Priorisation par le Comité aînés de la Table d'action et de concertation en sécurité urbaine : analyse des projets pour les aînés en lien avec le plan d'action 2009-2011 - Priorisation par le Comité d'action pour les relations interculturelles de LaSalle (CARIL) : accueil et intégration sociale et scolaire des immigrants, intégration dans la communauté, parcours migratoire et emploi	- Rencontres préparatoires et forum de développement social organisés par la Table de développement social de LaSalle (1-2-3-4-5-6-7) - Plan d'action stratégique 2010-2015 de la Table de développement social de LaSalle (2) - Plan d'action 2010-2020 du Comité de revitalisation Airlie (1-2) - Fête des voisins Comité de revitalisation Airlie (6-7) - Lieux de socialisation, local pour les résidents et Parc d'hiver par le Comité de revitalisation Airlie (3-4-5-6) - Bottin des ressources pour les familles réalisé par la Table d'action et de concertation enfance famille de LaSalle sur le site Internet de la Table de développement social de LaSalle, différentes activités de socialisation pour les parents, jardins, femmes immigrantes, groupes parents-enfants, etc. (5-7) - Portrait et répertoire des ressources pour les aînés réalisé par la Table de concertation des aînés de LaSalle (1-3-4) - Démarche d'accréditation <i>Ville amie des aînés</i> par la Table de concertation des aînés de LaSalle (3-4-6) - Actions de veille et de sécurité par la Table des aînés (carton SV.P. <i>Dérangez-moi</i>) (6-7) - Diagnostic de la Table d'action et de concertation en sécurité urbaine (1) - Prévention des gangs de rue par la Table d'action et de concertation en sécurité urbaine : sondage sur le sentiment de sécurité, travail de proximité, basketball communautaire, intervention de milieu auprès des jeunes, intervention auprès des filles pour connaître et échanger sur leur réalité à la Maison de jeunes, démarrage du café étudiant à l'école Cavalier de LaSalle, animateurs de parc pendant la saison estivale (EXIT) (1-2-6-7) - Actions du Comité d'action pour les relations interculturelles de LaSalle (CARIL) : accueil et intégration sociale et scolaire des immigrants, intégration dans la communauté, parcours migratoire et emploi (1-2-3-4-5-6-7) - Politique culturelle et programmation sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de LaSalle (3-4-5-6) - Activités de sensibilisation et d'information de la Table de prévention des abus mise sur pied par le CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle (3-6-7) - Mise en place du Comité de soutien aux proches aidants Lachine-LaSalle par la Table de prévention des abus du CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle (3-7)	- Rencontres préparatoires et forum de développement social organisés par la Table de développement social - Démarche d'accréditation <i>Ville amie des aînés</i> de la Table de concertation des aînés de LaSalle - Actions du Comité d'action pour les relations interculturelles de LaSalle (CARIL)	- Rencontres préparatoires et forum de développement social organisés par la Table de développement social - Plan d'action stratégique 2010-2015 de la Table de développement social - Fête des voisins du Comité de revitalisation Airlie - Lieux de socialisation par le Comité revitalisation Airlie (ex. : animation d'un local pour les résidents, parc d'hiver) - Comité de citoyens secteur Airlie : prise en charge du développement communautaire, représentation et « inputs » des citoyens dans le projet et le comité de revitalisation - Réflexion commune sur les dossiers jeunesse, gangs de rue et projet Maison des jeunes par le Comité intervention jeunesse de la Table de concertation en sécurité urbaine - Actions du Comité d'action pour les relations interculturelles de LaSalle (CARIL) - Mise en place par l'arrondissement de LaSalle d'un Comité consultatif en urbanisme - Activités de la Table de prévention des abus mise sur pied par le CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle	- Rencontres préparatoires et forum de développement social organisés par la Table de développement social - Plan d'action stratégique 2010-2015 de la Table de développement social - Fête des voisins du Comité de revitalisation Airlie - Comité de citoyens secteur Airlie : prise en charge du développement communautaire, représentation et « inputs » des citoyens dans le projet et le comité de revitalisation - Démarche d'accréditation <i>Ville amie des aînés</i> de la Table de concertation des aînés de LaSalle - Actions de veille et de sécurité de la Table de concertation des aînés (carton SV.P. <i>Dérangez-moi</i>) - Réflexion commune sur les dossiers jeunesse, gangs de rue et projet Maison des jeunes par le Comité intervention jeunesse de la Table d'action et de concertation en sécurité urbaine - Actions du Comité d'action pour les relations interculturelles de LaSalle (CARIL)

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe VI : Lexique

Les définitions présentées ci-dessous visent à établir une compréhension commune des termes utilisés. En ce sens, certaines définitions ont été adaptées au contexte du projet. Elles ont été présentées aux répondants dans les territoires lors de la collecte de données pour la réalisation des portraits et ont été bonifiées par leurs commentaires.

Les définitions ajoutées lors de l'analyse des portraits sont marquées d'un astérisque (*).

Catégories :

Termes généraux

Domaines du développement social

Instances de concertation

Types d'actions collectives

Raisons sous-jacentes aux actions ou à la mise en place des instances de concertation

Programmes et initiatives de mobilisation des communautés

Termes généraux

Action collective

Actions pour lesquelles plusieurs partenaires ont été impliqués soit à l'étape de la planification, de la réalisation ou de l'évaluation. Ceci exclut d'emblée les actions faites par un seul organisme, même s'il est le seul du territoire à les réaliser.

*Arrimage

Dans le contexte du projet, toutes les coopérations établies entre les instances de concertation d'un territoire (actions collectives, liens structuraux entre les instances et liens de coopération dynamiques) qui visent l'élaboration d'une vision partagée et le faire-ensemble.

Concertation

Processus de mise en relation structurée et durable entre des acteurs sociaux autonomes qui acceptent de partager de l'information, de discuter de problèmes/projets communs, et de convenir d'objectifs et d'actions susceptibles de les engager ou non dans des partenariats².

Table de concertation : Mécanisme participatif d'échange, d'analyse et d'action structuré et animé sur une base permanente dans le but de permettre l'identification d'une vision, de priorités et de stratégies communes; favoriser le partage des ressources et des expertises; faciliter la circulation de l'information. Source : Site Internet Collectif Quartier consulté le 6 décembre 2009

² Bourque, D. (2008). *Concertation et partenariat. Entre levier et piège du développement des communautés*. Québec: Presses de l'Université du Québec, p.5.

Développement des communautés

Processus de coopération volontaire, d'entraide et de construction de liens sociaux entre acteurs d'un milieu local (communauté géographique) ou d'un réseau (communauté identitaire). Ce processus vise l'amélioration des conditions de vie sur les plans social, culturel, économique et environnemental. Source : Inspiré de la définition du Programme national de santé publique 2003-2012, mise à jour 2008 in Site Internet Collectif Quartier consulté le 6 décembre 2009

Développement durable

Au Québec, le développement durable s'entend comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement. » Source : site internet du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, consulté le 5 juin 2012.

Permet aux individus et aux sociétés de satisfaire leurs principaux besoins d'accès d'une manière sécuritaire et compatible avec la santé des humains et des écosystèmes, avec équité entre les générations, dont le coût est raisonnable, qui fonctionne efficacement, qui offre un choix de moyen de transport et qui appuie une économie dynamique — qui limite les émissions et les déchets de manière à ce que ceux-ci ne dépassent pas la capacité que possède la planète de les absorber, minimise la consommation des ressources non renouvelables, limite la consommation des ressources renouvelables dans le respect des principes de développement durable; réutilise et recycle ses composantes et minimise l'usage des terres et le bruit. Source : Définition du transport durable, site internet du Centre pour le transport durable, à l'Université de Winnipeg, consulté le 5 juin 2012.

Développement social : vision du développement social

« Le développement social est un ensemble de moyens pris par la société, pour permettre aux personnes de s'épanouir pleinement, de pouvoir participer à la vie sociale, et de disposer de droits sociaux inscrits dans les chartes québécoise et canadienne des droits et libertés de la personne. »

« Les moyens à privilégier doivent viser à rejoindre : les personnes (renforcement du potentiel des personnes, exercice de la citoyenneté), les collectivités locales (développement local, renforcement des solidarités locales et lieux de démocratie), l'ensemble des acteurs sociaux à travers des pratiques favorisant la concertation, l'équité, la solidarité sociale, l'intersectorialité, une ouverture pour l'innovation et des préoccupations pour le développement durable. » Source : Site Internet Réseau québécois de développement social consulté le 6 décembre 2009

Liens structuraux

Liens formels de coopération ou de rattachement entre deux instances de concertation. Il peut s'agir de liens de membership (l'une des deux instances est membre de l'autre); de liens de représentation (l'instance siège pour une période déterminée ou a un siège réservé à une autre instance); de liens formalisés de communication (l'une des deux instances a un point statutaire à la rencontre de l'autre instance, une chronique dans le journal de l'autre instance, etc.); liens de rattachement formel (liens légaux ou structuraux entre les instances; par exemple, sous-comité, mandataire, fiduciaire).

Liens dynamiques

Liens de collaboration qui s'établissent entre deux instances de concertation ou plus à propos de leurs actions collectives. Il peut s'agir de liens de regroupement et partage d'informations sur les actions collectives à entreprendre; de liens de planification conjointe (priorisation et plan d'action communs) des actions collectives; de mise en place, mise en œuvre et réalisation des actions collectives; de liens de coordination, d'évaluation, de gestion, d'administration conjointe des actions collectives.

*Types de dyades ou de triades qui entretiennent des liens dynamiques

Dans la partie d'analyse des portraits, les termes suivants ont été utilisés pour distinguer les différents types d'instances qui contribuent à la concertation locale :

Instances communautaires

Tables, comités, collectifs de projets autonomes qui rassemblent différents acteurs de la société civile, en particulier issus du milieu communautaire.

Instances publiques

Organismes publics ou instances avec mandat de mobilisation confié par une instance publique.

PPP

Instance philanthropique, instance issue d'un partenariat public philanthropique et/ou qui exerce un mandat confié par une organisation philanthropique.

En principe, une instance (comité, sous-comité, table, etc.) est qualifiée de la même manière que son instance de rattachement. Par exemple, le comité de persévérance scolaire d'une commission scolaire est une instance publique. Le comité maturité scolaire d'une table enfance famille est une instance communautaire.

L'exception notable à cette règle vaut pour les instances qui exercent un mandat confié par une organisation publique ou philanthropique. Par exemple, un comité Québec en Forme ou 123 GO rattaché à une table de quartier serait classé parmi les acteurs philanthropiques.

Domaines du développement social

Développement économique

Dans un contexte de développement social-développement des communautés, le développement économique soutient les évolutions positives dans les changements structurels (industriels, commerciaux, culturels, sociaux, etc.) du territoire de référence. Ces changements peuvent marquer un progrès, permettre l'enrichissement de la communauté et améliorer les conditions de vie des personnes (appauvries).

Éducation

Soutient les moyens et les stratégies (éducation populaire, ateliers de formation, programme de pré- employabilité, etc.) mis en œuvre pour assurer la formation des citoyens (de tous âges) en développant leurs qualités physiques, intellectuelles, sociales et morales, de façon à leur permettre d'affronter leur vie personnelle et sociale et de développer leur plein potentiel.

Logement

Soutient la mise en place de conditions d'organisation (économiques, accessibilité, etc.), et d'espaces (salubres, spacieux, etc.) qui conviennent à la vie personnelle et familiale des résidents du territoire.

Transport

Soutient, dans une perspective de développement durable, le développement des méthodes d'accès au transport pour tous les résidents du territoire de référence (particulièrement les gens qui sont désavantagés sur le plan économique ou qui font face à des défis physiques particuliers) afin que tous jouissent du même accès aux biens, aux services et aux possibilités sociales.

Aménagement /environnement

Soutient les actions qui consistent à agencer, à organiser, à modifier ou à équiper l'environnement physique des espaces communs (parcs, pistes cyclables, corridors scolaires, etc.) pour les rendre plus pratiques, plus rationnels ou plus agréables et plus sécuritaires pour les résidents de tous les âges.

Sécurité alimentaire

Soutient les évolutions positives dans les améliorations de la disponibilité physique et économique des aliments nutritifs et variés pour tous les résidents du territoire de référence et ce, dans une perspective de pérennité du système alimentaire et de prise en charge citoyenne (qui amène les résidents au-delà de leur rôle de consommateur).

Vie communautaire – vie de quartier

Soutient les projets collectifs qui visent la participation de tous (résidents, organisations, institutions, etc.) au développement de relations sociales positives (cohabitation, cohésion, intégration sociale et culturelle, etc.) et à l'accessibilité aux services pour tous les résidents du territoire de référence.

Instances de concertation

Table

Désigne un mécanisme de concertation souple, quelquefois permanent, de pilotage stratégique d'un enjeu spécifique ou d'un sous-groupe de la population, qui valorise le réseautage et la synergie, se donne une vision globale par des activités diagnostiques, une planification et une évaluation conjointes et par des actions communes ayant un impact sur la qualité et les conditions de vie. Les fonctions des tables sont multiples et s'agencent de manière variable.

Projet collectif

Désigne une action menée par un groupe de plusieurs porteurs de projet formant un collectif de personnes. Les participants à un projet collectif doivent s'acquitter des tâches et fonctions nécessaires à la bonne marche du projet, par exemple, la gestion de la multiplicité des acteurs, la nécessité de construire le collectif, la production et la transmission de valeurs, l'existence de solidarités internes et/ou externes, la construction d'un modèle caractérisé par l'hybridation des ressources, la gestion de la tension entre équilibre financier et finalités sociales.

Organisme avec un mandat de mobilisation

Désigne un organisme public ou un organisme de base qui a pignon sur rue et qui associe des partenaires locaux à ses mandats. Cette invitation à la concertation se veut un moyen de développer en complémentarité avec les autres acteurs du territoire et d'élargir les perspectives d'analyse des enjeux et des domaines du développement social local.

Comité / sous-comité

Désigne un mécanisme créé au sein d'une instance de concertation dont les fonctions peuvent être analogues à son instance de rattachement, ou encore, peuvent être en lien avec les objectifs d'un mandat déterminé par l'instance dont il est dépendant.

Mécanisme ponctuel

Désigne un mécanisme de concertation ayant une durée de vie limitée ayant pour objectif principal la réalisation collective d'une tâche technocratique (par exemple : Analyser et décider des fonds attribués aux projets locaux; avaliser un plan d'action d'une organisation publique PALÉE; politique familiale, etc.

Espaces collectifs du développement social

Démarche collective non-systématisée, soutenue par différents moyens (forum, agora, rencontre citoyenne, etc.), mobilisant un ensemble d'acteurs variés qui poursuivent des objectifs communs d'amélioration par le développement social local par exemple, expression et analyse collective des besoins, la dynamisation ou l'adéquation de l'offre avec la demande, une meilleure articulation avec des actions menées parallèlement, etc..

Tableau I : Le type de structures, les rôles et fonctions et les caractéristiques du partenariat des instances de concertation

	Structure	Rôle	Fonctions	Caractéristiques du partenariat
Table de quartier	Mécanisme structuré et permanent	Forum des acteurs locaux et des thématiques de DS — valorise la synergie et le réseautage	Se donne une vision globale des actions susceptibles d’avoir un impact sur la qualité et les conditions de vie	Intersectorialité Multiréseau
Table sectorielle - thématique	Mécanisme souple à géométrie variable	Pilotage d’une thématique ou sous-groupe	Fonctions diverses et agencées de manière variable	Peu de caractéristiques communes - pas toujours de correspondance avec territoires administratifs - avec quartier sociologique
Sous-comité	Intégré à un mécanisme existant (table de quartier, table sectorielle, organisme avec mandat)	Exécuter un mandat ou une tâche fournie par l’instance auquel il est rattaché	Fonctions analogues ou choisies par l’instance auquel il est rattaché	Déjà associé à l’instance auquel il est rattaché
Projet collectif	Pas de structure établie à l’avance – mise en place selon le projet	Coconstruction, cogestion, coproduction des actions, etc.	Finalités du projet collectif	Actions menées par un groupe ou par un partenaire entouré de plusieurs autres...
Organisme avec mandat	Pas de structure – Instance ponctuelle Instance circonscrite	Association aux mandats, au projet, aux politiques de l’organisme	Complémentarité et élargissement de la base d’analyse	Partenariat trié sur le volet ou invité

Types d'actions collectives

Actions collectives permettant un diagnostic local et la priorisation :

La problématisation, comme mise en mouvement du processus de traduction, est la définition provisoire du problème ou de la situation par les promoteurs d'un projet ou d'une innovation, identifiant les acteurs concernés, leurs intérêts et les enjeux qui les lient. En plus de positionner les acteurs, la problématisation permet d'identifier les principales controverses qui les divisent, de montrer les points de convergence auxquels ils doivent consentir et les alliances à sceller afin de satisfaire au moins partiellement leurs intérêts³.

Dans une perspective de développement social local, la problématisation est un processus d'une très grande complexité rarement documenté de manière exhaustive ou continue. Certains temps forts collectifs témoignent cependant de l'existence de processus de problématisation dans un territoire. Les actions collectives entourant un diagnostic local (Portrait — Sondage — Enquête — Étude, etc.) ou une priorisation des besoins ou des moyens-actions (adoption d'un plan d'action collectif, états généraux de la table de quartier, planification stratégique d'une table sectorielle, etc.) sont deux exemples assez faciles à retracer.

Actions collectives favorisant l'accessibilité des services

De manière générale, on réfère à l'accessibilité par rapport à une difficulté d'accès. Dans une perspective d'action sociale, l'accessibilité a trois vocations : la prévention, le confort d'usage pour tous pour ne pas créer d'exclusion et la compensation pour rendre possible l'autonomie⁴.

Dans une perspective de développement social local, les moyens-actions favorisant l'accessibilité peuvent prendre plusieurs formes et référer à l'emploi, aux logements sociaux, aux services de transport, aux espaces verts, aux espaces de loisirs, aux structures sportives, aux aliments santé, aux commerces du quartier, aux services de proximité, aux autres services locaux, à une information fiable.

Actions collectives favorisant la disponibilité des services

De manière générale, on réfère à disponibilité par rapport au fait de pouvoir rapidement être utilisé ; être disponible à quelqu'un à une difficulté d'accès.

Dans une perspective du développement social local, le développement de l'offre peut vouloir dire offrir des logements salubres, rénovés et sécuritaires, développer des logements sociaux, mettre en place un service de transport adaptés aux besoins, mettre sur pied un marché.

Actions collectives favorisant le développement des compétences (individuelles et collectives) :

La compétence est la capacité d'agir avec efficience, initiative, responsabilité, innovation et pertinence dans chaque situation spécifique d'un contexte professionnel donné et de résoudre les problèmes liés à chaque situation en évitant leur réapparition. Agir avec compétence, c'est mobiliser et utiliser, de façon appropriée, ses propres ressources (connaissances, habiletés, savoir-faire, qualités personnelles, culture...) et celles de son environnement (expertise, banques de données, documents...) pour réaliser ses activités professionnelles.

3 Bilodeau, A., Chamberland, C., White, D. (2002). L'innovation sociale, une condition pour accroître la qualité de l'action en partenariat dans le champ de la santé publique. *The Canadian Journal of Program Evaluation* Vol. 17 No. 2 Pages 59-88.

4 Délégation interministérielle aux personnes handicapées, Définition de l'accessibilité, une démarche interministérielle, Paris, septembre 2006, p. 10.

Ainsi décrite, la compétence est situationnelle, cumulative et personnelle⁵. Mais la compétence peut être collective et elle est alors plus que la somme des compétences individuelles. Pour Guy Le Boterf, devant la complexité des situations et des problèmes actuels, on peut de moins en moins être compétent seul. Pour qu'une personne agisse avec compétence, il faut qu'elle agisse non seulement avec ses ressources internes, mais aussi avec des ressources externes. Si les ressources externes n'existent pas, sont de mauvaise qualité, ne sont pas accessibles ou actualisées, la personne perd de sa capacité à agir avec compétence. Il existe donc une relation étroite entre les compétences individuelles et les compétences collectives. Ainsi, si on veut que les personnes agissent avec compétence, il faut non seulement se préoccuper de développer leurs ressources personnelles, mais aussi organiser l'accessibilité à un certain nombre de ressources externes et développer leur capacité à les utiliser.

Traiter la compétence collective sous l'angle de la coopération représente une deuxième porte d'entrée. « On peut systématiquement, pour chaque situation professionnelle qu'une personne doit gérer, déterminer les coopérations clés à mettre en œuvre⁶.

Actions collectives favorisant l'amélioration du milieu de vie

Un milieu de vie est un système dynamique composé d'un noyau central ; le milieu de proximité du citoyen autour de son lieu de résidence (la rue, le carré d'habitation). Il est le plus souvent fréquenté, ce milieu de proximité est toutefois plus petit que le quartier et de nature affective; les relations avec le voisinage, la vie communautaire. Et il est propice au développement d'un sentiment d'appartenance par exemple dans des actions environnementales concrètes qui améliorent le milieu de vie de proximité. Les retombées sont donc perceptibles pour les résidents.

La zone périphérique du milieu de vie d'un citoyen est à géométrie variable. Elle est évolutive en fonction de plusieurs facteurs, en particulier : la complexité du réseau relationnel, la complexité du réseau relationnel, la mobilité, les obligations et les déplacements professionnels, la consommation de loisirs, les caractéristiques socioculturelles et économiques de chaque citoyen⁷.

Dans une perspective de développement social local, l'amélioration du milieu de vie réfère à la fois au milieu de proximité qu'à la zone périphérique de certains groupes ou de certains zones ciblées.

Actions collectives favorisant l'information, sensibilisation

L'information, c'est la transmission des renseignements, celui qui reçoit s'implique qu'au plan intellectuel. La sensibilisation, c'est aussi la transmission des renseignements, mais l'émetteur a un souci de partage, mais aussi de question éthique et politique et celui qui reçoit doit avoir une forme d'ouverture intellectuelle sur les enjeux et sur les responsabilités qui en découlent. La conscientisation, c'est la recherche de la participation des destinataires à l'analyse et à la recherche de solutions ; une interpellation éthique et politique. Pour celui qui reçoit, c'est la réception et l'ouverture intellectuelle, mais aussi la formalisation de l'implication concernant la domination et l'émancipation⁸.

Dans une perspective de développement social local, les moyens-actions les favorisant peuvent être collectifs ou individuels, orientés vers un secteur ou un sous-groupe en particulier, mais ils ont en commun d'avoir une fonction de liaison et d'échange entre les instances de concertation et les interlocuteurs ciblés.

⁵ L'enjeu du développement des compétences Boivin, S., Albert, L. Unité de Santé Internationale Université de Montréal - CHUM Juin 2005

⁶ Revue Virage; Instruire Socialiser Qualifier Ensemble, Ministère de l'éducation MELS VOL. 8, N° 1 — OCTOBRE 2005

⁷ Source : Le milieu de vie comme point d'ancrage pour l'éducation relative à l'environnement : réalité ou chimère ? ÉDUCATION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT, Vol. 5, 2004-2005 pp.89-95

⁸ Sources site internet de l'Atelier de pédagogie sociale Le grain <http://www.legrainasbl.org/Information-sensibilisation> consulté le 7 décembre 2009.

Actions collectives favorisant le développement et l'harmonisation des politiques publiques :

De manière générale, le développement et l'harmonisation des politiques publiques sont perçues comme une stratégie exosystémique et macrosystémique complexe qui requiert un examen complet de la façon dont la politique, nouvelle ou modifiée, sera intégrée sur le plan de la politique, de la réglementation et des programmes, etc. L'harmonisation doit être verticale et horizontale, c.-à-d. qu'elle doit correspondre au modèle d'application et être compatible avec les politiques des autres gouvernements ou ministères qui ont des mandats semblables ou qui se chevauchent, qui desservent les mêmes régions géographiques ou les mêmes intervenants clés⁹.

Dans une perspective de développement social local, les moyens-actions qui favorisent le développement et l'harmonisation des politiques publiques s'articulent principalement autour des leviers locaux de ces politiques, réglementations et programmes (plan d'action de la politique familiale, plan de transport, plan d'action ministériel, etc.).

Actions collectives favorisant la participation citoyenne

L'exercice et l'expression de la citoyenneté active et engagée est souvent décrite sous trois dimensions : La participation politique au processus électoral, la participation démocratique aux débats dans l'espace public, la participation sociale ou civique aux instances de base de la société civile, par l'action des mouvements sociaux et associatifs (au plan macro-social) ou des communautés locales.¹⁰

Ces trois dimensions sont enchâssées dans les objectifs de développement social local. Les moyens-actions mis en œuvre pour atteindre ces objectifs s'articulent autour de la prise en charge et de la capacité d'agir des citoyens et des communautés

Actions collectives favorisant le développement de la mobilisation :

Une mobilisation collective a pour but de changer une situation sociale, en un sens favorable au groupe, selon ses valeurs et ses motivations. Se mobiliser, c'est associer ses capacités et son énergie à celles d'autres personnes en vue d'obtenir un résultat positif collectif. Les mobilisations collectives témoignent d'une conscience collective de ceux qui y participent, et d'une constitution des identités sociales¹¹.

Les formes de mobilisation collectives sont multiples, il est impossible de les énumérer. Il en est de même pour les moyens-actions qui favorisent le développement de la mobilisation dans un domaine du développement social.

⁹ Site internet de l'Agence de la santé publique du Canada consulté le 7 décembre 2009 <http://www.phac-aspc.gc.ca/index-fra.php>

¹⁰ Source : Thibault et al, 2000, pour le Conseil de la santé et du bien-être in Site internet Collectif quartier consulté le 6 décembre 2009

¹¹ Source : Site internet : <http://www.brises.org> **BRISES**. Banque de Ressources Interactives en Sciences Économiques et Sociales consulté le 6 décembre 2009

Raisons sous-jacentes aux actions ou à la mise en place des instances de concertation

Émergence locale

Action ou instance qui résulte d'une initiative de la concertation locale.

Logique descendante

Action ou instance qui résulte d'une demande extérieure à la concertation locale, en lien avec une demande des bailleurs de fonds.

Origine mixte

Action ou instance qui résulte de la rencontre entre une initiative de la concertation locale et une demande extérieure en lien avec les bailleurs de fonds.

Programmes et initiatives de mobilisation des communautés documentés dans les portraits et présentés dans la version en vigueur en 2009-2010

Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Financée par la Ville de Montréal, la Direction de santé publique (ASSSM) et Centraide du Grand Montréal

« L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local a pour but l'amélioration de la qualité et des conditions de vie de la population montréalaise dans les domaines de la vie sociale et communautaire, la santé, l'aménagement urbain, l'environnement, l'éducation, l'économie, l'habitation, le transport, la sécurité, l'emploi, la sécurité alimentaire, la culture, les sports et les loisirs. Pour ce faire, elle accorde un soutien financier à des OBNL mandataires pour : promouvoir et soutenir la participation des divers acteurs (y compris les citoyennes et les citoyens) dans une démarche collective ; contribuer à la mise au point d'actions concertées en développement social local entre les partenaires (organismes, organisations, citoyennes et citoyens) issues de divers secteurs et réseaux d'intervention. »¹² La subvention accordée permet de soutenir un mécanisme structuré et permanent de concertation intersectorielle et multiréseau en développement social sous la forme d'une table locale de concertation

¹² Ville de Montréal, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Centraide et Coalition montréalaise des tables de quartier, *Initiative montréalaise de soutien au développement social local, Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation*, 2006, p. 9.

SIPPE, composante création d'environnements favorables - Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Programme qui s'articule selon deux composantes complémentaires: l'Accompagnement des familles (AF) et la Création d'environnements favorables (CEF). En fonction d'une approche écologique, ces deux composantes concourent à agir à plusieurs niveaux dans l'optique de favoriser le développement et l'adaptation sociale des enfants de -9 mois à 5 ans vivant en contexte de vulnérabilité et de réduire les inégalités sociales de la santé. La composante CEF s'adresse quant à elle à l'ensemble des familles et vise spécifiquement les conditions et milieux de vie d'une communauté par le truchement, notamment, de l'action intersectorielle locale, régionale et nationale. Le renforcement du pouvoir d'agir des personnes et des communautés apparaît enfin comme une stratégie clé et transversale aux deux composantes des SIPPE.¹³

Écoles et milieux en santé (ÉMES) : volets milieu et prévention des toxicomanies

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Cette mesure vise à soutenir, dans les territoires des installations de CLSC, les initiatives de concertation locale qui favorisent les collaborations entre le milieu communautaire, le secteur de la santé et le secteur scolaire en lien avec la prévention des problèmes suivants : le décrochage scolaire, la violence, l'oisiveté et la délinquance ainsi que les dépendances (alcool et drogues). Il s'agit des Plans intersectoriels Jeunesse, du Fonds de soutien à l'action intersectorielle Volet A, des Actions communautaires intersectorielles et du Programme régional de promotion de la santé et de prévention des toxicomanies

Prévention des infections transmises sexuellement et par le sang—ITSS

Financés par la Direction de santé publique (ASSSM)

L'objectif de cette mesure est de réduire les facteurs de vulnérabilité dans les groupes les plus à risque en :

- Soutenant les initiatives visant l'inclusion des personnes marginalisées et la cohabitation sociale tels les projets axés sur *l'empowerment* et l'insertion des personnes, sur l'exercice de la citoyenneté, sur les regroupements d'usagers de drogues pour la défense de leurs droits (notamment à la santé), sur la médiation sociale et sur la sensibilisation des communautés aux réalités des personnes marginalisées ;
- Renforçant l'action communautaire pour développer et consolider les partenariats sectoriels (réseau de la santé et communautaire) et intersectoriels (Ville, sécurité publique, autres ministères ou institutions publiques) visant l'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables, de même que le développement de milieux favorables à la santé et pour influencer les politiques publiques.

¹³ Beausoleil Maude, document de travail, Cadre de référence en DS/DC, Direction de santé publique, p.25 à partir du cadre de référence SIPPE, MSSS, 2004.

Un environnement urbain favorable à la santé – Quartiers 21

Financé par la Ville de Montréal- Direction de santé publique (ASSSM) et Santé Publique Canada

Conjointement avec la Ville de Montréal et l'Agence de santé publique du Canada, soutenir la promotion, l'implantation et l'évaluation de projets de Quartiers 21 dans des quartiers montréalais et permettre ainsi l'application au niveau local des principes de l'Agenda 21 en développement durable.

Un environnement urbain favorable à la santé – Aménager des quartiers durables

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Soutenir des initiatives de quartier :

- Visant à diminuer les risques de violence et d'agression envers les groupes vulnérables par l'aménagement du milieu.
- Favorisant le transport actif, le transport collectif et la sécurité des déplacements par des aménagements qui améliorent la densité, la mixité des fonctions, la proximité des services, la sécurité et la connectivité des réseaux de transport et des voies de déplacement.

Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Ce programme propose une approche de mobilisation pour le renforcement de la capacité d'agir des communautés sur les conditions favorables à une saine alimentation, et ce, dans une perspective de réduction des inégalités et de développement durable. Les objectifs poursuivis sont :

- Améliorer l'accès aux aliments santé, plus spécifiquement aux fruits et légumes frais, en priorisant les secteurs défavorisés et mal approvisionnés.
- Mobiliser les citoyens et les acteurs locaux pour l'identification et l'implantation de solutions durables afin d'améliorer l'accès aux aliments santé.
- Assurer la complémentarité des activités reliées aux enjeux alimentaires locaux et ce, dans une perspective de développement durable (transmission de connaissances et d'habiletés culinaires, offre des commerces, liens avec les producteurs, aménagement urbain, transport, *lobbying* sur le revenu, le logement, etc.).

Initiative 1, 2, 3 GO!

Financée par Centraide du Grand Montréal

« 1, 2, 3 GO! est une initiative communautaire ralliant parents, citoyens, intervenants et décideurs provenant de tous les horizons, afin de mettre en commun leurs rêves, leurs idées et leurs ressources pour créer autour des enfants un milieu stimulant, bienveillant et chaleureux. L'objectif est de donner aux tout-petits le meilleur départ possible dans la vie. Six principes directeurs sont au cœur des actions menées :

- Promouvoir l'offre d'activités et de services de qualité.
- Promouvoir diverses formes de soutien aux parents.
- Favoriser l'engagement des parents.
- Promouvoir diverses stratégies de démarchage.
- Promouvoir la concertation.

Conformément à ces principes directeurs, il appartient à chacun des voisinages 1, 2, 3 GO ! de définir les moyens pour atteindre cet objectif. »¹⁴

Année de transition en 2009-2010 et poursuite du soutien financier par **Avenir d'enfants** :

« Avenir d'enfants est un organisme à but non lucratif qui fournit un soutien aux communautés locales engagées dans le développement global des enfants âgés de cinq ans et moins vivant en situation de pauvreté afin que chacun d'eux ait toutes les chances d'avoir un bon départ dans la vie. Créé à l'initiative conjointe du gouvernement du Québec et de la Fondation Lucie et André Chagnon, Avenir d'enfants a pour mission d'offrir un accompagnement et un soutien financier aux actions concertées et aux projets élaborés par les communautés ». ¹⁵

Accessibilité

Financé par Centraide du Grand Montréal

« Les projets Accessibilité du réseau de Centraide visent à améliorer l'accessibilité aux services et ressources offerts dans les quartiers à la population défavorisée et immigrante et aux citoyens issus des communautés culturelles. Ils créent des lieux de rencontres, promeuvent l'adaptation de l'intervention des organismes aux nouvelles réalités culturelles, facilitent la concertation des acteurs du quartier touchés par la problématique, révisent le portrait de leur milieu en fonction des changements encourus, encouragent les relations harmonieuses dans le quartier en permettant le rapprochement interculturel, combattent l'exclusion des jeunes des communautés culturelles, favorisent l'ouverture envers la société d'accueil et évitent les conditions suscitant le phénomène de gang ». ¹⁶

¹⁴ Centraide du Grand Montréal, Répertoire des organismes et des projets 2008-2009, p. 14.

¹⁵ Source : Site Internet Avenir d'enfants consulté le 23 mai 2012.

¹⁶ Centraide du Grand Montréal, Répertoire des organismes et des projets 2008-2009, p. 14.

Saines habitudes de vie : Mode de vie physiquement actif et saine alimentation

Financé par la Fondation Lucie et André Chagnon et par le Gouvernement du Québec

La Société de gestion du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie créée suite à l'entente entre le gouvernement du Québec et la Fondation Chagnon a confié le mandat à *Québec en forme* de soutenir et d'accompagner les communautés locales qui décident de travailler collectivement à la planification, la mise en œuvre et l'évaluation d'un plan d'action concertée autour des saines habitudes de vie, notamment en mode de vie physiquement actif et en saine alimentation. En vertu du mandat qui lui est confié par la Société de gestion, *Québec en forme* se donne comme mission de contribuer à favoriser, par le soutien de projets de mobilisation de communautés locales, l'adoption et le maintien d'une saine alimentation et d'un mode de vie physiquement actif chez les jeunes québécois de la naissance à 17 ans inclusivement.¹⁷

Revitalisation urbaine intégrée-RUI

Financé par la Ville de Montréal

Les objectifs de la Revitalisation urbaine intégrée sont :

- Développer une offre de services publics (municipaux et gouvernementaux) plus complète et mieux adaptée aux besoins des personnes défavorisées.
- Améliorer le milieu physique, notamment à l'aide de programmes ou projets en matière d'habitation, d'aménagement urbain, d'infrastructures, d'espaces verts et d'équipements collectifs.
- Encourager le dynamisme économique local.
- Réduire les impacts générés par les problématiques sociales.
- Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité dans les secteurs visés.
- Encourager la participation sociale, notamment en augmentant le pouvoir des personnes défavorisées sur leurs propres conditions de vie.
- Favoriser une cohabitation plus harmonieuse entre les résidents des secteurs visés.
- Encourager l'innovation dans les façons de faire pour lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.¹⁸

¹⁷ Source; Site Internet Québec en forme consulté en décembre 2008.

¹⁸ Savard Jacques, Ville de Montréal, Direction de la diversité sociale, texte 27 octobre 2008.

Contrat de ville - entente Ville de Montréal et ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale : Volet lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Financé par la Ville de Montréal et ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec (MESS)

Objectifs :

- Aider les personnes les plus démunies à s'insérer dans leur milieu et les soutenir dans leur démarche d'intégration.
- Diminuer l'impact des problématiques sociales propres à une grande ville (ex. : itinérance, prostitution, toxicomanie).
- Offrir aux jeunes des alternatives à la sécurité du revenu en tenant compte de la composition ethnoculturelle de la population.
- Agir dans des zones d'intervention prioritaires selon une approche locale et concertée en mettant de l'avant des projets favorisant l'accès à une alimentation décente, une formation adéquate, des logements abordables, des services sociaux et de santé adaptés et des activités de sports, de loisirs et culturels appropriés.
- Les projets doivent être issus d'une concertation locale et mobiliser le milieu, les individus et les partenaires.¹⁹

¹⁹ Ville de Montréal, Direction de la diversité sociale, Balises concernant le volet lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale du Contrat de ville 2003-2007, p. 1-3, 2008.

*Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal*

Québec 